

## Chapitre 6:

### Les États-Unis et le monde de 1945 à 1980

N.B. Le détail événementiel des principaux épisodes de la confrontation américano-soviétique se trouve au chapitre 6 du cours sur la Russie, la plupart du temps en notes.

La seconde guerre mondiale a débouché sur la **réorganisation de l'ordre international** selon des logiques en partie percevables depuis le début du XXe siècle (la montée de la puissance américaine, masquée dans l'entre-deux-guerres par le refus des États-Unis de s'engager sur la scène internationale), en partie inédites (la Russie tsariste était certes la cinquième puissance économique mondiale en 1914, mais à cette date rien ne permettait d'anticiper la prodigieuse expansion de sa puissance militaire, et que ses troupes, trente ans après, occuperaient la moitié de l'Europe). **Le monde bipolaire**, souvent prophétisé au XIXe (entre autres par Tocqueville et par Custine) et au début du XXe siècle, **se concrétisa finalement** sur les ruines de l'Europe ravagée par ses folies<sup>1</sup>, mais avec deux nuances. D'une part l'un des deux pôles, l'américain, bénéficiait sur l'autre d'une nette supériorité structurelle, qui cependant ne fut pas toujours évidente aux opinions ni aux classes politiques. D'autre part et surtout, alors qu'en 1945 nombreux étaient ceux qui craignaient que le processus de concentration de la puissance ne fût cumulatif, en réalité les deux adversaires principaux, dont la puissance en 1945 était artificiellement élevée (par les effets de la mobilisation de toutes les ressources en vue de la guerre; par l'abaissement de l'Europe, de la Chine et du Japon), ne parvinrent jamais à contrôler totalement leurs camps respectifs, à réduire tous leurs alliés à l'état de vassaux, à les absorber<sup>2</sup>; bien au contraire leur compétition, avec leurs difficultés à contrôler des Empires vastes et divers<sup>3</sup>, les affaiblit plus vite que leurs impérialismes ne les renforçaient; de ce fait, contrairement aux prévisions de l'immédiate après-guerre **le monde bipolaire n'a**

---

<sup>1</sup> Le déclin de la France et de la Grande-Bretagne était écrit depuis 1920. Celui de l'Allemagne fut plus tardif mais plus radical, pour cause d'errements politiques et militaires. Ces trois pays se reconstruisent rapidement après 1945, mais jamais ils ne redevinrent des puissances de premier plan sur la scène internationale — surtout l'Allemagne, cœur industriel de l'Europe réduit à la condition de "nain politique".

<sup>2</sup> Si tant est que les États-Unis aient jamais eu ce genre de projet, totalement contradictoire avec l'idéologie libérale.

<sup>3</sup> Phénomène classique: tout Empire s'affaiblit en s'étendant, il arrive un moment où le contrôle de la périphérie absorbe l'énergie du centre: alors soit l'Empire se rétracte, soit il "implose". Entre 1945 et 1980, un autre phénomène a joué: l'équilibre de la terreur a paradoxalement donné des marges de manœuvre aux alliés, car les Empires ne pouvaient quand même pas déclencher la vitrification de la planète à chaque fois qu'un confetto africain changeait de camp.

**duré qu'une quarantaine d'années** (1945-1989), à peine plus d'une génération. Il a cédé la place depuis à un monde multipolaire qu'aucune superpuissance ne domine réellement d'un point de vue politique (l'Amérique n'est capable que d'interventions brèves et ponctuelles hors de ses frontières) et que des forces de plus en plus transnationales dominent d'un point de vue économique et culturel: c'est le "nouveau Moyen Âge", celui des Empires et peut-être demain celui d'après les États souverains, que nous décrivent aujourd'hui avec tristesse les analystes, nostalgiques comme toujours de la période précédente

Ce chapitre, compte tenu des limites de votre programme, sera entièrement consacré au monde bipolaire, et plus précisément au rôle que l'Amérique y a joué.

### **I-De la victoire à la guerre froide (1945-1948).**

La superpuissance américaine en 1945 reposait d'abord sur une écrasante **puissance économique**, certes artificiellement élevée par la ruine de l'Europe et du Japon et qui donc ne pouvait qu'être provisoire, mais qui n'en atteignait pas moins, en chiffres absolus, des niveaux sans précédents dans l'Histoire, ce qui lui assurait en principe une certaine durée. Vous en trouverez les données chiffrées aux chapitres 3, 4 et 5. Sur une impressionnante **puissance militaire** aussi, désormais déployée dans le monde entier, appuyée sur une marine qui, avec quelque 2.000 navires de guerre, écrasait désormais celle du Royaume-Uni (celle de l'U.R.S.S. était négligeable), sur une supériorité écrasante dans les airs, avec les bombardiers B-29 et B-36, et sur le monopole de l'arme nucléaire.

Surtout, elle reposait sur **une volonté nouvelle d'engagement dans les affaires du monde**, que l'on vit à l'œuvre dans la création du F.M.I., de la B.I.R.D. et du G.A.T.T.<sup>1</sup>. La victoire avait rassuré les Américains sur l'efficacité comme la sur valeur morale de leur civilisation, mais ils n'en tirèrent pas les mêmes leçons qu'en 1920, il n'y eut pas de "retour à la normale". Le temps était venu de mettre le monde à l'école de l'Amérique, de faire de celle-ci « l'aînée de la fratrie des nations » selon l'expression du rédacteur en chef de Life, si possible sans violence inutile mais en usant de toutes les possibilités qu'offrait la surpuissance: il n'était plus possible, comme au XIXe siècle et dans l'entre-deux-guerres, de laisser le monde à ses errements et de réserver aux seuls Américains la grâce de la liberté, car l'art militaire avait fait de tels progrès, et l'interdépendance des économies s'était à ce point accentuée, que désormais les désordres du monde extérieur menaçaient directement **l'Amérique**. Celle-ci **n'était plus une île**, et elle allait devoir apprendre à n'être plus tout à fait une cité idéale: **elle était désormais une**

---

<sup>1</sup> Voyez la fiche sur les organisations internationales au XXe siècle

**nation parmi les autres**, mais une nation à qui sa puissance donnait des devoirs, une nation avec une mission et une projection hors de ses frontières, des intérêts, des tâches, parfois prestigieuses, parfois basses: bref, **un Empire**<sup>1</sup>, et un Empire mondial: la doctrine Monroe était morte.

Ces changements de perception du monde concernaient essentiellement la classe politique et le Pentagone. L'opinion, convaincue de la légitimité de la cause, ne s'intéressa pas particulièrement, jusqu'au Vietnam, aux modalités d'exécution: elle se préoccupait toujours essentiellement des affaires intérieures. Les médias américains parlaient peu du monde extérieur, ils en donnaient une vision "made in America" parfois attachante (comme dans le film *Le docteur Jivago*, dans les années 1960), parfois consternante. Trop souvent le monde était un décor qui défilait derrière le Président en voyage...

L'entreprise de réorganisation du monde obéissait à quatre soucis principaux. Il fallait évidemment **empêcher toute résurrection de la Bête immonde** en Allemagne, au Japon, en Italie; pour cela, il fallait **éviter de commettre à nouveau les erreurs des années 1930**, notamment reconstruire un système monétaire international viable et promouvoir le libre-échange. Il fallait aussi, souci majeur de l'Amérique dans l'immédiate après-guerre, **faire entendre raison aux archaïques impérialistes français et néerlandais** (les Britanniques aussi conservaient quelques illusions de puissance, mais au moins ils ne renâclaient pas trop à lâcher leurs colonies).

Il fallait enfin **essayer d'intégrer l'U.R.S.S. au nouvel ordre mondial**, de façon à ce qu'elle abandonnât définitivement ses manières agressives des années 1920-1934, et restât ce qu'elle avait été depuis 1941, l'alliée loyale des démocraties — ainsi, un jour, elle pourrait peut-être même devenir une démocratie, c'est-à-dire une autre Amérique: certains d'ailleurs voulaient se persuader qu'elle était déjà engagée sur ce chemin. Dans l'enthousiasme de l'alliance contre Hitler, *Times* n'avait-il pas appris aux Américains, en 1943, que les Russes « ressembl[aient] aux Américains, s'habill[aient] comme des Américains et pens[aient] comme des Américains », et le *New York Times*, l'année suivante, que « la pensée marxiste a[vait] disparu en Russie »? On comprend mieux, dans ce contexte, que Roosevelt ait pu faire preuve d'un certain angélisme envers Staline, à Yalta notamment... en 1946, Henry Wallace, alors secrétaire au Commerce, alla jusqu'à proposer de livrer la technologie atomique aux Soviétiques! En 1945, Staline semblait animé d'une volonté de coopération, pourvu qu'on ne lui contestât point les gains

---

<sup>1</sup> Bien entendu, cet Empire n'était pas seulement politique et militaire, ce qui m'occupe dans ce chapitre, mais aussi économique et culturel, ce que j'ai traité dans le chapitre 5. La force de l'Amérique, c'est évidemment qu'elle ne voit aucune différence entre ces différentes formes de domination, qu'elle les justifie toutes par l'argument que défendre ses intérêts, c'est défendre son idéologie: défendre l'Amérique, Coca-Cola ou la liberté, c'est la même chose! Ceci tout au moins jusqu'à ce qu'avec la guerre du Vietnam, se posât cruellement le problème de l'adéquation des actes (la sale guerre) aux buts (la défense de la liberté).

territoriaux de la guerre: dans ces conditions on pouvait croire que la coopération américano-soviétique allait être le fondement du monde de l'après-guerre. Le problème, c'était que l'U.R.S.S., État investi d'une mission depuis sa création, n'était pas près de l'abandonner, ne fût-ce que parce que renoncer à la Révolution mondiale aurait ôté toute légitimité à ses dirigeants (et puis tout simplement parce qu'ils y croyaient!); et qu'à vive allure elle était elle-même en train de devenir un Empire, portant haut et tentant d'imposer au monde des valeurs tout aussi universelles que celles que promouvaient les États-Unis, mais fort différentes. Elle ne respectait ni les valeurs des États-Unis, ni leur *leadership*.

Dans ces conditions, **ce qui en 1944-1945 était un effort pour réorganiser un monde harmonieux se transforma rapidement en une féroce compétition géopolitique, militaire et surtout idéologique** — en aucune période de l'Histoire récente, depuis la fin des guerres napoléoniennes en Europe, l'idéologie ne joua un aussi grand rôle dans les relations internationales que durant la guerre froide: deux définitions de la démocratie s'affrontaient<sup>1</sup>.

La rapidité du processus donne le vertige: la conférence de Potsdam, dernière manifestation de bonne entente entre les deux superpuissances, eut lieu en juillet 1945, mais le Conseil permanent au sein duquel les Alliés tentèrent de prolonger leurs consultations après la victoire cessa de fonctionner dès 1946. Les dernières manifestations d'une volonté d'entente entre les deux Grands furent les traités de paix avec les anciens alliés du Reich (la Bulgarie, la Finlande, la Roumanie, la Hongrie et l'Italie) en février 1947 (mais la négociation traînait depuis septembre 1945, à cause de la mainmise des communistes sur les deux pays balkaniques et la Hongrie), et le procès de Nuremberg qui se tint de novembre 1945 à octobre 1946<sup>2</sup>. Dès le début de l'année 1946, Truman commença à durcir ses positions envers l'U.R.S.S., qu'il se disait fatigué de « pouponner »<sup>3</sup>. C'est de mars 1946 que date le fameux discours de Churchill à Fulton, Missouri (aux États-Unis), où pour la première fois l'ancien Premier ministre britannique évoqua, en présence de Truman, le « **rideau de fer** » en train de déchirer l'Europe. Début 1947, l'expression "**guerre froide**" apparut dans la bouche du financier et haut fonctionnaire américain Bernard Baruch — en même temps, celui-ci faisait de derniers efforts: en juin, il proposa un plan d'internationalisation de l'arme nucléaire, avec une autorité de contrôle dont la structure eût été calquée sur celle de l'O.N.U., mais le **plan Baruch** fut repoussé par

---

<sup>1</sup> Bien entendu, chacune niait à l'autre le titre de démocratie. La problématique du "totalitarisme" était en train d'émerger en Amérique, elle tendait à assimiler le communisme et le fascisme en une seule et même menace pour la démocratie; pour les communistes évidemment des régimes capitalistes ne pouvaient être qualifiés de démocratiques.

<sup>2</sup> Voyez le cours sur l'Allemagne, chapitre 4.

<sup>3</sup> En février, Saline avait déclaré ne pas croire en la possibilité d'une paix mondiale tant qu'il subsisterait un bloc capitaliste: ce fut lui donc qui rompit le premier publiquement la logique de Yalta.

Staline à la fin de l'année (l'homme fort du Kremlin, à qui l'on proposait pourtant un droit de veto sur l'usage des armes atomiques américaines, ne voulait pas d'un droit de regard occidental sur ses usines d'armement!); des négociations sur l'avenir de l'Allemagne échouèrent également.

*Selon le "Long Télégramme" de George Kennan (n en 1904, l'un des responsables du Département d'État sous Truman), l'U.S.S.S. était "imperméable à la logique de la raison" mais serait "très sensible à l'usage de la force". Clark Clifford (1907-1998, conseiller de Truman, futur secrétaire d'État de Johnson): le langage de la force est le seul que les Soviétiques comprennent; l'Empire soviétique doit être considéré comme « une entité distincte avec lequel le conflit n'est pas inéluctable mais avec laquelle nous ne pourrions pas poursuivre d'objectifs communs ».*

Ce fut en mars 1947 que le président des États-Unis, dans un discours qui portait sur les affaires de Grèce et de Turquie<sup>1</sup>, énonça la "**doctrine Truman**": « aider les peuples libres à préserver leurs libres institutions et leur intégrité contre des mouvements agressifs qui essa[yaient] de leur imposer des régimes totalitaires (...), [lesquels] sap[aient] les fondations de la paix internationale et en conséquence la sécurité des États-Unis » — il inscrivait cette doctrine à l'intérieur des principes universels de la charte de San Francisco, que l'U.R.S.S. avait signée: « en aidant les nations libres et indépendantes à maintenir leur liberté, les États-Unis donneront effet aux principes de la Charte des Nations-Unies ». Dans les mois suivants, cette doctrine, un peu disproportionnée aux cas de la Grèce et de la Turquie où l'U.R.S.S ne souhaitait pas que les communistes prissent le pouvoir<sup>2</sup>, eut à être mise à l'épreuve en France et en Italie, où les partis communistes locaux semblaient tenter de renverser ou au moins de déstabiliser la démocratie, en s'appuyant sur une vague de grèves, puis à Berlin et en Corée où la menace, cette fois, était tout à fait réelle.

L'évolution fut si rapide que certaines des institutions créées pour réorganiser le monde n'eurent pas le temps d'être autre chose que des institutions propres au bloc occidental: ainsi le S.M.I., né de la conférence de Bretton Woods en juillet 1944, et le G.A.T.T., né en 1947; d'autres n'eurent pas le temps d'être quoi que ce soit,

---

<sup>1</sup> Entre-temps, avaient eu lieu l'affaire iranienne (en mars-avril 1946) et l'affaire des détroits de Méditerranée (en août-septembre); à partir de l'été 1946, les Américains avaient commencé à prendre le relais des Britanniques pour fournir de l'aide au régime grec menacé par la guérilla communiste — les Britanniques se retirèrent complètement du guêpier grec en février 1947. Voyez le cours sur la Russie/U.R.S.S., chapitre 6.

N.B. L'expression "endiguement" (*containment*) a été employée pour la première fois en février 1946 par le chargé d'affaires américain à Moscou, Georges Kennan, dans un télégramme non publié. Truman la reprit publiquement en mars.

<sup>2</sup> Les communistes grecs étaient essentiellement soutenus par Tito, dont Staline ne tenait pas à ce qu'il se renforçât trop par alliés interposés. Il avait fallu quelque peu noircir et simplifier le tableau pour convaincre le Congrès, dominé par les Républicains et peu enclin à multiplier les dépenses de politique extérieure.

comme l'O.N.U., née de la conférence de San Francisco en août 1945 mais paralysée dès 1948.

Comme entre 1941 et 1945, et jusqu'en 1991, **l'Empire redevint un bloc, un camp**, un ensemble d'alliés plus ou moins proches (le Royaume-Uni, allié de cœur, l'était plus que le Pakistan, allié de raison), plus ou moins dociles (dans les années 1960 la France "avait son caractère", qu'il fallait bien supporter), plus ou moins présentables (la Chine dans les années 1970 ne l'était guère!), qu'il fallait apprendre à convaincre, à respecter ou à remettre au pas selon les circonstances.

Ce développement de la notion de "camp" affaiblit celle d'"hémisphère"; désormais, le camp américain, c'était sur le même plan l'Asie insulaire, l'Europe maritime et l'Amérique latine — non, pas tout à fait sur le même plan: l'Europe était plus importante économiquement, mais l'Amérique latine demeurait plus proche géographiquement donc encore plus cruciale stratégiquement: d'où la panique qui s'empara de Washington lorsque Fidel Castro arriva au pouvoir à Cuba en 1959.

## **II) La phase aiguë de la guerre froide (1947-1953).**

L'Amérique était donc en **croisade**, et parfaitement assurée de la justesse de sa cause, comme en témoigne cette formule d'Eisenhower: « les forces du bien et du mal s'affrontent massivement, armées comme elles l'ont rarement été dans l'Histoire. La liberté contre l'esclavage, la lumière contre l'obscurité ». Mais cette croisade était strictement **défensive**: il s'agissait d'"**endiguement**" face à une **menace**<sup>1</sup>, de *containment*, non d'en découdre (on le vit bien lorsque les États-Unis refusèrent de franchir le Yalou au cours de la guerre de Corée, puis abandonnèrent les Hongrois aux tanks soviétiques en novembre 1956). Selon l'ambassadeur américain à Moscou en 1946, Fulton, l'U.R.S.S., « imperméable aux règles de la raison », serait « hautement sensible à celles de la force »: il s'agissait donc d'établir un rapport de forces, mais pour en agiter la menace, non pour l'employer effectivement. Ce fut **un conflit d'un type tout à fait nouveau**, une guerre "froide" de propagande, de subversion, d'intimidation, avec parfois des conflits sanglants, mais périphériques; cela dit, on eut du mal à le percevoir ainsi dans les premières années, on interprétait plutôt tous ces phénomènes comme les prodromes d'un

---

<sup>1</sup> Une belle citation concernant cette perception: elle est de Paul-Henri Spaak, le ministre belge des Affaires étrangères et futur secrétaire général de l'O.T.A.N., répondant à Vichinsky, le représentant soviétique à l'O.N.U., en septembre 1948: “ la délégation soviétique ne doit pas chercher d'explications compliquées à notre politique. avez-vous quelle est la base de notre politique? C'est la peur, la peur de vous, la peur de votre gouvernement, la peur de votre politique ”.

nouveau conflit ouvert, un peu comme la dégradation des relations intereuropéennes à partir de 1936 avait mené à la seconde guerre mondiale.

Le monde était divisé, non entre "nous" et "eux" comme avant 1941, mais entre "le monde libre"<sup>1</sup> et "l'Empire du mal"<sup>2</sup>, lequel continua à être perçu comme une menace globale même lorsque les dissensions commencèrent à s'y faire évidentes avec le schisme yougoslave; il était perçu aussi comme le siège d'un complot universel qui menaçait l'Amérique des formes les plus variées de subversion — d'où une certaine paranoïa, et l'immense succès dans ces décennies des romans et films d'espionnage (par ailleurs, ce fut en 1947 que pour la première fois l'Amérique se dota d'une agence centrale d'espionnage et de contre-espionnage, la Central Intelligence Agency ou C.I.A.). Entre les deux camps il y avait une ligne de front, mouvante et périlleuse (et parfois interne à l'Amérique: voyez au chapitre 4 le passage consacré au maccathysme), mais en revanche il n'y avait pas de voie moyenne: toute critique du modèle américain, même au nom des valeurs de l'Amérique (la liberté, l'opposition à l'impérialisme) était considérée comme un service rendu au communisme.

En revanche il y avait des accommodations possibles avec les alliés: ainsi la pression anticolonialiste sur les Européens se fit moins forte, sans pour autant disparaître. Toutes les énergies anticommunistes étaient bonnes à prendre, et l'Amérique n'alla pas regarder de très près si elles étaient véritablement démocratiques, pourvu qu'elles ne commissent pas l'erreur d'afficher trop ouvertement des continuités ou des nostalgies avec les dictatures fasciste et nazie de l'entre-deux-guerres: jusqu'au désastre du Vietnam, dans le tiers-monde notamment les logiques géostratégiques l'emportèrent complètement sur les logiques idéologiques, mais dans le cadre d'un combat qui bien sûr demeura sur le fond essentiellement idéologique: triompher des forces du Mal. Paradoxe que j'ai amplement souligné à propos de l'U.R.S.S. mais qui vaut tout autant pour l'Amérique, le combat restait un combat moral, mais de plus en plus la fin justifiait les moyens. Ce fut dans les années 1950 que Dulles, le secrétaire d'Etat américain, déclara d'Anastasio Somoza, le dictateur du Nicaragua: « c'est un salaud, mais c'est notre salaud ».

Ce fut ainsi que l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar furent certes tenus en lisière, mais comme leurs régimes assuraient l'ordre (et que celui de Salazar fournissait à l'Amérique une précieuse base militaire aux Açores) ils ne furent pas renversés; en revanche ils durent abandonner l'essentiel de leurs oripeaux fascistoïdes, qui d'ailleurs ne correspondaient pas à leur nature profonde, plus légitimiste que national-populiste. Bien plus proche idéologiquement des fascismes était le régime péroniste qui sévissait en Argentine; après avoir

---

<sup>1</sup> Et non pas "le monde capitaliste"! Ça, c'était le langage de l'U.R.S.S. et de ses partisans.

<sup>2</sup> L'expression est de Ronald Reagan, au début des années 1980, mais la phrase d'Eisenhower que je viens de citer l'annonçait.

eu quelques ennuis avec l'ambassade américaine en 1944-1945, le colonel-Président Perón sut convertir son discours à un "progressisme" dans l'esprit de l'époque, qui trompe encore à l'occasion quelques hommes de gauche en Europe, et surtout il n'essaya pas de s'exporter. Comme l'Argentine ne présentait alors aucun intérêt stratégique, les États-Unis attendirent que le régime de Perón s'effondrât de lui-même, en 1954. Dans le reste de l'**Amérique latine**, Washington toléra, et même à l'occasion contribua à installer, comme au Guatemala en juin 1954<sup>1</sup>, des dictatures militaires "traditionnelles" d'une brutalité variable, sans autre idéologie que l'anticommunisme. L'Amérique n'était pas très fière de ces alliées-là; mais dans le nouveau monde, où les communistes étaient encore peu nombreux et inoffensifs, où aucun pays ne présentait un modèle alternatif à celui de l'oncle Sam, seul comptait le maintien de l'ordre: c'était le retour du "gros bâton". En 1949, le **traité de Rio**, censé être l'équivalent américain de celui de l'Atlantique nord, vint donner un cadre officiel à cette vassalisation, qui désormais dépassait largement le bassin des Caraïbes. Il regroupait vingt et un pays. En 1948, à la conférence de Bogotá, il était apparu une Organisation des États américains (**O.E.A.**), censée servir de cadre au dialogue interaméricain.

En **Europe** la situation s'était redoutablement simplifiée. Depuis le coup de Prague en mars 1948, toute l'Europe centrale et balkanique, Grèce exceptée, était devenue communiste; l'Allemagne était coupée en deux entités indépendantes l'une de l'autre et séparées par le rideau de fer, et après l'échec du blocus de Berlin par l'Armée rouge, au printemps 1949, cette situation se figea pour quarante ans — au passage, la démonstration avait été faite de l'écrasante supériorité aérienne du bloc occidental<sup>2</sup>. Surtout, l'essentiel avait été sauvé: les principales régions industrielles d'Europe étaient restées dans le bloc occidental, à l'exception de la Saxe, de la Bohême et de la Silésie; nulle part le bloc communiste n'atteignait la Manche ni l'Atlantique, et sauf dans l'Adriatique il n'atteignait pas non plus la Méditerranée, or la Yougoslavie titiste, quoique tout aussi marxiste que l'U.R.S.S, était plus qu'en délicatesse avec celle-ci. À l'ouest de

---

<sup>1</sup> Le gouvernement que les Américains aidèrent à renverser était celui (civil) du colonel Jacobo Arbenz Guzmán, élu président du Guatemala en 1953. Il n'avait rien de communiste (pas grand-chose de démocratique non plus d'ailleurs), mais dans le cadre d'une réforme agraire il avait montré des velléités de remettre en cause les privilèges des compagnies bananières américaines: il voulait exproprier partiellement l'*United Fruit Co* en l'indemnisant sur la base de ses déclarations de revenus à l'État guatémaltèques, évidemment très sous-estimées. À Washington, cela avait suffi à le faire assimiler à un bolchevik: le Guatemala fut envahi, à partir du Honduras, par une armée d'"exilés" financés par la C.I.A. et dirigés par le conolel Castillo Armas, qui gouverna le pays jusqu'à son assassinat en 1957. Entre-temps, Arbenz aux abois avait demandé des armes à la Tchécoslovaquie, ce qui permit de justifier rétrospectivement l'intervention auprès des congressistes et de l'opinion publique. Dans les mois suivants, le vice-président Nixon fut sérieusement chahuté par des foules en fureur à Caracas.

<sup>2</sup> Voyez pour cet épisode non le cours sur l'U.R.S.S. mais celui sur l'Allemagne, au chapitre 4.

l'Europe, les communistes avaient été expulsés du gouvernement à Paris et à Rome, ils étaient désormais partout dans l'opposition. La France avait renoncé à mener une politique autonome, notamment en Allemagne, et la Grande-Bretagne avait accepté de n'être plus que le lieutenant de l'Amérique en Méditerranée, périphérie devenue secondaire, à Malte, à Chypre et en Égypte; à l'autre bout du vieux continent, même la Turquie post-kémaliste avait été promue démocratie d'honneur et surtout alliée privilégiée, du fait de sa position frontalière de l'U.R.S.S. sur le chemin des mers chaudes.

Restait à organiser la poursuite de l'endigement. Cela se fit par deux biais: économique et militaire. Concernant l'économie, les Américains avaient compris que la misère était le terreau du communisme: Truman avait expliqué au Congrès que « si l'Europe ne parvenait pas à se relever, les peuples de ces pays pourraient en être réduits à adopter la philosophie du désespoir, la philosophie qui prétend que ce n'est qu'en renonçant à leurs droits fondamentaux et en les plaçant sous un contrôle totalitaire qu'il est possible de répondre à leurs besoins essentiels ». Et puis les États-Unis ne pourraient pas longtemps continuer à soutenir à bout de bras une Europe en ruines; et c'était un gâchis, car le vieux monde avait un important potentiel industriel et de bons ouvriers: or avec la guerre froide, tous les concours étaient nécessaires. En juin 1947 le secrétaire d'État américain George Marshall, lors d'un discours à Harvard, proposa un *European Recovery Program* (ou **plan Marshall**) d'aide gratuite au vieux continent (il valait en principe pour toute l'Europe, mais c'était un artifice de propagande: les Américains savaient bien que même les Tchécoslovaques, en cours déjà de satellisation par l'U.R.S.S., ne pourraient accepter<sup>1</sup>).

---

<sup>1</sup> L'idée était d'établir des liens économiques entre l'ouest et l'est, ce dont l'U.R.S.S. ne voulait surtout pas... En fait, les Tchécoslovaques commencèrent par accepter, puis durent refuser sous la pression de Moscou. Les Polonais aussi furent tentés un moment d'accepter, mais en juillet Radio-Moscou annonça, sans que le gouvernement polonais eût été prévenu, que la Pologne refusait; même la Finlande dut refuser.

Le Congrès américain était réticent à voter un programme massif d'aide gratuite; le coup de Prague, qui fut perçu aux États-Unis comme une preuve éclatante de l'agressivité soviétique, fit changer d'avis les législateurs, et l'aide fut votée en avril 1948. Le programme Marshall dura de 1948 à 1952 (entre le printemps 1947 et le printemps 1948 il y eut une aide intérimaire pur la France, l'Italie et l'Autriche — elle-même prenait le relais de prêts consentis depuis décembre 1945). Seize pays d'Europe, y compris la Turquie, la Suisse et le Portugal, mais pas l'Espagne, reçurent en tout l'équivalent de 12,8 milliards de dollars (soit une centaine de milliards de dollars de 1999, et 13% du budget des États-Uni, à 85% des dons, à 90% en nature (sous forme de livraisons de produits agricoles et industriels). 25% de ces aides allèrent au Royaume-Uni, 21% à la France, 20% à l'Italie et autant à la R.F.A.

Les entreprises européennes payaient à leurs gouvernements les produits que ceux-ci avaient reçu gratuitement des États-Unis, mais cet argent devait être utilisé en priorité pour commercer avec l'Amérique — par ce biais, le plan Marshall contribua décisivement à renforcer l'intégration économique du monde libre, et notamment l'emprise économique de l'Amérique en Europe (mais aussi la réintégration économique de ce qui restait d'Allemagne libre au concert économique des nations); il contribua aussi à éviter une grave crise économique aux États-Unis, où début 1948 l'on ne voyait plus très bien qui allait pouvoir acheter des produits américains une fois que les Européens auraient épuisé leurs derniers dollars. Mais la fonction première du plan

L'aide Marshall serait répartie par le biais de l'Organisation européenne de Coopération économique (O.E.C.E.), créée en avril 1948: c'était afin que les Européens prissent l'habitude de coopérer entre eux — dans le discours des officiels américains, il était même question d'encourager les Européens à reproduire "l'expérience fédérale" qui avait si bien réussi à l'Amérique, notamment par la mise en place d'un "grand marché national sans barrières douanières internes"! Le préambule au traité mentionnait, parmi les objectifs de celui-ci, « **l'unification de l'Europe** ». Ces encouragements américains ont joué un rôle essentiel dans les premières étapes de la construction de l'Europe unie.

Concernant les aspects militaires, l'étape essentielle fut en avril 1949 la signature du **traité (ou pacte) de l'Atlantique nord** (en principe pour vingt ans) entre les États-Unis, le Canada<sup>1</sup> et dix États d'Europe occidentale, dont la Norvège<sup>2</sup>, le Portugal<sup>3</sup> et (à partir de 1952) la Grèce et la Turquie, autres démocraties improbables, mais pas la R.F.A. ni l'Espagne<sup>4</sup>. Il fallut préalablement décider le Congrès à abandonner officiellement l'isolationnisme d'avant-guerre, et tout particulièrement au principe du *non entanglement*, c'est-à-dire du refus de tout engagement contraignant: ce fut chose faite avec la **déclaration Vandenberg**, adoptée par le Sénat en juin 1948 (c'étaient toujours les effets du coup de Prague — Vandenberg était l'initiateur du texte). Le Pacte soulagea l'Europe occidentale qui était en état de très nette infériorité militaire: l'armée française était en grande partie en Indochine, celle du Royaume-Uni en Malaisie où elle tentait de mater une autre insurrection communiste; la R.F.A. n'avait pas d'armée et l'Italie guère davantage! Or l'ambiance était lourde, les communistes chinois venaient d'entrer à Pékin... Le document signé en 1949 était un pacte essentiellement défensif; pour les principes que l'on était censés défendre ensemble il se référait toujours à la charte de San Francisco. Chaque signataire conservait son entière autonomie, en particulier l'entrée en guerre n'était jamais automatique. Au

---

Marshall était bien, selon l'expression de P. Mélandri, d'être " la version la plus éclairée de l'engagement ".

L'aide américaine à l'Europe se prolongea jusqu'en 1962 dans le cadre de l'O.T.A.N., mais avec un caractère beaucoup plus nettement militaire. En janvier 1949, Truman étendit au monde entier le principe d'une aide financière destinée à lutter contre le communisme; à partir de 1953 cette aide tendit à se diriger de plus en plus vers le tiers-monde, mais elle n'y eut pas la même efficacité qu'en Europe.

<sup>1</sup> Car ce pays faisait face à l'U.R.S.S. dans l'Arctique et en était fort inquiet; à l'époque, le gouvernement canadien avait entrepris une véritable "croisade" pour la signature du Pacte.

<sup>2</sup> À cause de la longueur de ses côtes sur l'Atlantique et de sa frontière commune avec l'U.R.S.S. En revanche, on laissa la Suède à sa neutralité centenaire, car elle avait moins d'intérêt géopolitique.

<sup>3</sup> À cause des bases des Açores.

<sup>4</sup> La R.F.A. entra dans l'O.T.A.N. en 1954, l'Espagne en 1982 seulement (mais il y avait des bases militaires américaines sur son sol depuis 1953). L'Autriche se vit imposer la neutralité par le traité qui lui rendit l'indépendance en 1955, et la Finlande par la vassalisation de fait qu'elle subissait de la part de l'U.R.S.S. La Suède, l'Irlande et la Suisse choisirent de ne s'aligner sur aucun des deux blocs, de même que la Yougoslavie.

départ il n'y avait pas de structure institutionnelle; ce fut l'année suivante, dans le contexte des craintes liées à la guerre de Corée, qu'il apparut, pour le suivi d'une situation qui menaçait de devenir volatile, une **Organisation du Traité de l'Atlantique nord** (O.T.A.N.) avec un secrétaire général<sup>1</sup> et un Conseil permanent; il y avait deux commandements intégrés, un en Europe (le S.A.C.Eur. ou *Supreme Allied Commander in Europe*, dont le G.Q.G., le S.H.A.P.E., fut établi à Roquencourt à partir d'avril 1951 et jusqu'en 1966 (puis il déménagea à Casteau en Belgique); l'autre, le S.A.C.lant., uniquement naval, sis à Norfolk, Virginie.

Le plan Marshall et le traité de l'Atlantique nord impliquaient le relèvement de ce qui restait d'Allemagne dans le camp occidental; il fallut pour y parvenir vaincre une forte opposition française, dont l'affaire de la C.E.D. fut l'épisode le plus spectaculaire (voyez le cours sur la France, chapitre 15). La R.F.A. accepta sans mauvaise grâce la position inconfortable qui lui était faite, celle de nain politique et de poste avancé du *limes* démocratique, donc de terrain privilégié du prochain conflit mondial s'il avait lieu<sup>2</sup>. Les États-Unis poussaient toujours aussi vigoureusement à l'unité politique de l'Europe.

**La stratégie de l'O.T.A.N., en ce début des années 1950, ne reposait pas sur les hommes ni sur les armements conventionnels, mais sur la supériorité en matière atomique.** En 1949, l'armée américaine n'avait plus que cent mille hommes en Europe, contre trois millions en 1945, mais il eût été impossible de faire admettre à l'opinion publique d'une démocratie le maintien indéfini de ses fils sous les drapeaux en temps de paix, sans parler des coûts. L'O.T.A.N. n'avait que douze divisions (sept françaises, deux britanniques, une américaine, une belge) pour contrer une éventuelle attaque sur la R.F.A., et pour les mêmes raisons ce chiffre constituait pratiquement un plafond. Donc il ne fallait compter que sur les superbombardiers à long rayon d'action, et sur leurs missiles; on envisageait de s'en servir comme on s'était servi des bombardiers classiques durant la seconde guerre mondiale, afin de bombarder les villes pour déséquilibrer l'économie et semer la terreur — or c'était une stratégie problématique: d'une part parce qu'il n'y avait pas d'opinion publique en U.R.S.S. pour s'émouvoir des bombardements (ceux qui avaient touché l'Allemagne en 1943-1945 avaient plutôt servi la propagande hitlérienne et soudé la population autour du régime nazi): donc ce n'était pas avec cela qu'on allait faire capituler l'ensemble de l'Armée rouge, et l'on n'avait tout simplement pas les moyens de bombarder chacune des casernes soviétiques et l'ensemble des P.C. secrets où Staline pouvait se terrer. Enfin il y avait les opinions publiques occidentales,

---

<sup>1</sup> Les deux premiers furent le Britannique Lord Ismay, puis le Belge Paul-Henri Spaak

<sup>2</sup> Bien entendu, de ce fait, la dénazification fut moins complète qu'il n'eût été souhaitable, mais toujours plus que de l'autre côté du rideau de fer. Les États-Unis n'ont pas délivré un brevet de démocratie à une Allemagne demeurée fondamentalement nazie, comme on les en accusa en France jusque dans les années 1960, et dans le bloc de l'est jusqu'aux années 1980: ils accueillirent dans la communauté des nations démocratiques un peuple que le spectacle des ruines en 1945 avait profondément persuadé de l'inanité d'une conception violente des rapports internationaux.

elles très actives et pour qui l'arme atomique représentait quelque chose de très différent des armes classiques; il est vrai que ce facteur jouait moins aux États-Unis qu'en Europe: les Américains étaient davantage enclins à considérer ces problèmes sous l'angle de la philosophie dans la mesure où leur territoire était hors d'atteinte. À partir d'avril 1950, cette doctrine, dite des "**représailles massives**", prévue au départ pour le cas d'une attaque en Europe, fut censée s'appliquer en cas d'attaque soviétique sur un point quelconque du globe: rotations dangereuses, car elles incitaient l'U.R.S.S. à programmer elle-même, en cas de menace de conflit quel qu'il fût, une attaque préventive, massive et atomique, mais qui heureusement n'eurent jamais à être mises en application: comme on va le voir, même en Asie Staline sut jusqu'où ne pas aller trop loin.

En Asie, l'enjeu, depuis la victoire des communistes en Chine en 1949, était le même en gros qu'en Europe: tenir les côtes et les archipels circumocéaniques. L'Iran était solidement ancré dans le camp occidental depuis que la tentative du premier ministre, le docteur Mossadegh, pour s'affranchir un peu de la tutelle américaine, héritière en droite ligne de la tutelle britannique de l'entre-deux-guerres, en nationalisant l'*Anglo-Iranian Oil Company* en 1951, fut étouffée par un coup d'État en août 1953<sup>1</sup>. Les Américains eurent d'autres soucis en Malaisie, où les Britanniques voulurent bien se charger de la répression d'une insurrection communiste avant de laisser le pays accéder à l'indépendance, en Indochine où les Français eurent moins de succès dans une entreprise du même genre, malgré une aide américaine non négligeable vers la fin du conflit, mais où finalement seul un demi-Vietnam tomba dans l'escarcelle communiste en 1954, et surtout bien sûr Corée où ils furent à deux doigts de subir une humiliation majeure<sup>2</sup>, et dont ils durent abandonner la moitié septentrionale tandis que la moitié méridionale demeurait dans le camp occidental, mais sans accéder à la démocratie<sup>3</sup>. C'était la première guerre à laquelle les

---

<sup>1</sup> Il avait brièvement chassé le Shah du pouvoir; cet exil fut camouflé en "vacances" en Europe. Surtout, il avait accepté le soutien du Toudeh, le parti communiste iranien, et reçu une mission diplomatique soviétique: deux fautes impardonnables pour Eisenhower.

<sup>2</sup> Washington perçut le franchissement du trente-huitième parallèle par les troupes nord-coréennes comme une agression ouverte, menée hors de la zone d'influence soviétique reconnue dans l'immédiate après-guerre: non une prise de contrôle définitive de leur glacie, comme le coup de Prague, mais une tentative d'étendre le communisme par la force. En Chine l'année précédente il s'était passé quelque chose de comparable, mais dès 1947 les Américains savaient que le régime de Jiang Jieshi était indéfendable; en Corée il s'agissait de réagir, parce que c'était possible. La République de Corée du sud de Syngman Rhee, proclamée en août 1948, était aussi peu démocratique que la R.P.D.C., proclamée en septembre de la même année; mais on pouvait, sur un territoire réduit, faire la démonstration qu'on ne se laissait plus faire. Voyez le cours sur l'U.R.S.S., chapitre 6, pour le déroulement des événements.

<sup>3</sup> L'affaire coréenne a un autre intérêt pour l'Histoire de la guerre froide: les États-Unis n'y intervinrent pas en leur nom propre, mais officiellement à la requête de l'O.N.U. et sous le drapeau de cette organisation. Il y eut d'ailleurs des contingents d'autres pays, dont la France et jusqu'à la Colombie, contingents essentiellement symboliques en fait. Les États-Unis firent légitimer la "défense du monde libre" par une "communauté des nations" qui se réduisait en fait

États-Unis participaient sans la gagner: au prix de 34.000 morts, ils n'obtinrent que le retour au *statu quo*. Fort heureusement ce conflit, le plus grave de la guerre froide, demeura limité, contrairement aux prévisions pessimistes du Pentagone pour qui tout conflit régional était appelé à devenir mondial. Pendant ce temps, l'Inde de Nehru et l'Indonésie de Soekarno dérivèrent vers une "troisième voie" hautement suspecte — la seconde avait cependant trop de problèmes avec ses communistes pour pousser trop loin le flirt avec Moscou.

Ce fut à propos de l'affaire coréenne que, brièvement, certains membres éminents de l'équipe de campagne, puis de l'administration Eisenhower, dont le secrétaire d'État John Foster Dulles, évoquèrent la possibilité d'abandonner la doctrine Truman, celle de l'endiguement, pour une politique de "**refoulement**" du communisme (*roll back*); on commença même à parler d'une "libération" des peuples qui subissaient le joug du communisme. Cela n'eut qu'un temps, d'une part parce qu'Eisenhower se rendit compte que c'était beaucoup trop dangereux: Staline savait jusqu'où ne pas aller trop loin, il l'avait montré lors de la crise de Berlin (il est vrai que l'attaque en Corée semblait l'indice d'un dangereux retour d'agressivité: on ne savait pas que Moscou contrôlait mal ses alliés asiatiques); mais il n'admettrait pas qu'on tentât de faire reculer son Empire; d'autre part, parce qu'une fois passé l'accès de paranoïa aiguë du maccarthysme les Américains redevinrent si intimement persuadés de la supériorité de leur modèle de civilisation qu'ils estimaient que le communisme finirait par s'effondrer tout seul; ce en quoi ils n'avaient pas tort, mais le processus fut plus long qu'ils ne l'imaginaient.

Il fallut quand même un affrontement ouvert avec le général McArthur, le commandant des troupes américaines en Corée, qui voulait en découdre avec la Chine<sup>1</sup> et qu'il fallut destituer en avril 1951... Par la suite, Washinton renonça aux rêves de reconquête du continent asiatique<sup>2</sup>, mais on continua à soutenir tout ce qui se proclamait anticommuniste, y compris le régime Bao

---

à eux-mêmes, se présentant ainsi comme le gendarme "naturel" de la planète: une tentation que l'on vit s'épanouir dans les années 1960 et réapparaître après la fin de la guerre froide, notamment au moment de la guerre de Golfe en 1991 et de l'intervention au Kosovo en 1999: la rupture est profonde, et semble plus durable que la guerre froide, avec l'isolationnisme d'avant 1941.

<sup>1</sup> Parce que la Manchourie formait un sanctuaire pour les avions chinois et nord-coréens, qui pouvaient s'y réfugier juste après avoir bombardé les troupes de l'O.N.U. Par ailleurs McArthur venait de proposer, de sa propre initiative, un armistice aux Chinois et aux Nord-Coréens — mais assorti de la menace de porter la guerre au nord du Yalou en cas de refus. Truman refusa de le suivre essentiellement parce qu'il craignait que ce ne fût un piège tendu par Staline, pour ensuite attaquer une Europe affaiblie; pour ce que nous en savons, ce scénario relève de la paranoïa. Par ailleurs, il ne voulait pas gaspiller les quelques trois cent bombes atomiques dont l'Amérique disposait sur l'immense Chine: l'arme nucléaire devait demeurer l'ultime recours contre Moscou. Et comme sans l'arme atomique il n'était pas question d'affronter les effectifs pléthoriques de l'armée chinoise...

<sup>2</sup> À l'exception de quelques tirades peu inspirées d'Eisenhower et de Dulles, son secrétaire d'État, au début de l'année 1953, dans le contexte très lourd des dernières semaines de la vie de Staline.

Daï au Vietnam (reconnu en février 1950<sup>1</sup>) et Jiang Jieshi dans sa "Chine nationaliste" ubuesque et croupion<sup>2</sup>. En septembre 1951, il y avait eu un premier **pacte du Pacifique** (dont l'organisation s'appelait l'A.N.Z.U.S.), il réunissait l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. En 1954, ce pacte fut relayé par le pacte de Manille ou **traité de l'Asie du sud-est** (dont l'organisation s'appelait l'O.T.A.S.E.), qui formalisa les liens entre l'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, le Pakistan et la Thaïlande; un peu plus à l'ouest, le **pacte de Bagdad**, signé en 1955, rassemblait le Royaume-Uni, l'Iran, l'Irak et le Pakistan et la Turquie — grâce à des deux derniers pays qui appartenaient à deux alliances à la fois, le maillage des côtes de l'océan Indien et du Pacifique méridional était presque parfait: ne manquaient que l'Inde et l'Indonésie.

L'essentiel était quand même le **Japon**, dont le potentiel économique et militaire demeurait énorme, et qui commandait le passage des côtes soviétiques libres de glaces à l'est au Pacifique. Comme la R.F.A., l'autre grand vaincu se vit offrir le marché suivant: la renaissance économique, contre une conversion à la démocratie et l'abandon de toute prétention à jouer un rôle politique sur la scène internationale. Les Nippons, qui sont gens pragmatiques et avaient vu où l'impérialisme militaire les avait menés, acceptèrent (le **traité de paix de San Francisco** fut signé en septembre 1951; le Japon accepta de n'avoir que des "forces d'autodéfenses" très limitées en nombre), et entreprirent de s'essayer par l'économie à ce à quoi ils avaient échoué par la guerre: la conquête du monde (à partir de 1952, les grands trusts, les *zaibatsu*, démantelés en 1945, commencèrent à se reconstituer). En attendant, l'Empire du soleil levant devenait, comme les Philippines, une espèce de grand porte-avions américain dans le Pacifique: l'archipel des Ryû Kyû, qui abritait sur l'île d'Okinawa la plus grande base américaine du monde, demeura d'ailleurs sous administration américaine (officiellement, onusienne) jusqu'en 1972<sup>3</sup>. Les rapports entre le Japon et les États-Unis étaient strictement bilatéraux: jamais le Japon n'intégra aucune entente régionale (il est vrai que ses anciennes victimes ne l'auraient pas supporté); la Corée du sud non plus, ni la Chine nationaliste qui pourtant l'eût pu à l'époque où les États-Unis la reconnaissaient encore. Le Pacifique nord était une affaire trop sérieuse pour être laissée à ses propres riverains.

Les États-Unis mirent également en place toute une **propagande** officielle, destinée à répondre à celle de l'U.R.S.S.; ils mirent un certain temps à s'apercevoir qu'elle était inutile, l'attractivité du modèle américain étant évidente à tous les peuples libres. Depuis 1941, le

---

<sup>1</sup> Au sein de l'Union française jusqu'en 1954.

<sup>2</sup> En Europe ils allèrent déjà même un peu plus loin: à partir de juillet 1951, ils accordèrent des crédits à... la Yougoslavie de Tito!

<sup>3</sup> La principale base américaine aux Philippines s'appelait Subic Bay. Elle a été abandonnée dans les années 1990 après avoir été ravagée par une éruption volcanique.

gouvernement américain avait commencé à nommer des attachés culturels dans ses ambassades les plus stratégiques; il encourageait aussi des institutions privées comme l'*American Council of Education*, qui accordait à des étudiants méritants des bourses pour étudier aux États-Unis, en espérant en faire des étudiants bien-pensants (le succès fut mitigé: certains étudiants originaires du tiers-monde revinrent très "remontés" de leur séjour en Amérique). Après-guerre, en 1946, il apparut un *Office of International Information and Cultural Affairs* (O.I.C.), remplacé l'année suivante par un *Office of International Information and Educational Exchange* (O.I.E.). Les secrétaires d'État successifs de cette période Byrnes puis Marshall, insistaient sur la nécessité de présenter un "miroir" des États-Unis et non une "vitrine", mais à partir de 1948 ces pieuses recommandations furent copieusement oubliées. L'O.I.E. gérait notamment une radio de propagande, la Voix de l'Amérique, que 15% des Français auraient écouté en 1949. En 1950, Truman lança une *Campaign of Truth*, qu'il présenta comme « une sorte de plan Marshall dans le domaine des idées ». Ce programme prévoyait d'intensifier l'usage de la radio et du cinéma (l'O.I.E. multipliait les films de propagande), d'augmenter le nombre d'étudiants étrangers accueillis aux États-Unis... On peut relier à ces efforts de propagande les accords Blum-Byrnes de juin 1948, qui favorisaient la diffusion de films américains en France; mais sans oublier que dans les pays où de tels accords n'avaient pas été signés la pénétration des productions hollywoodiennes fut tout aussi rapide et tout aussi profonde!

Tout ceci se traduisit surtout par une **course aux armements**, accélérée par l'accession de l'U.R.S.S. au rang de puissance nucléaire en 1949<sup>1</sup>. De ce fait, du fait aussi de la guerre de Corée, l'armée de terre américaine tripla ses effectifs de 1950 à 1953; les dépenses militaires passèrent de onze milliards de dollars en 1948 à cinquante en 1953. Pour réduire la disproportion en matière d'armements conventionnels en Europe, qui risquait de poser problème en cas d'attaque-surprise massive du genre de celle de 1950 en Corée (les bombardiers atomiques auraient-ils le temps d'arriver?), l'Amérique porta à cinq le nombre de ses divisions en Europe occidentale, et la Grande-Bretagne accepta d'en stationner quatre en R.F.A. L'effort de production d'avions redoubla: l'O.T.A.N. en avait 5.200 à sa disposition en 1953; la marine, que certains au Pentagone tenaient pour une arme obsolète à l'ère des missiles, bénéficia beaucoup, en termes budgétaires, du rôle essentiel qu'elle avait joué dans la guerre de Corée, où la défaite n'avait été évitée que grâce à un débarquement à l'arrière des lignes ennemies et aux attaques des B-59 embarqués sur les porte-avions américains.

### **III-La détente (1953-début des années 1970).**

---

<sup>1</sup> Truman annonça en septembre que l'U.R.S.S. avait procédé à une explosion réussie en août.

Mais **l'U.R.S.S. aussi faisait de grands efforts dans le domaine militaire;** Khrouchtchev négligea la marine, ce qui lui coûta cher au moment de la crise des fusées de Cuba en 1962, mais les progrès dans le domaine des bombardiers atomiques et des missiles furent tels que dès le milieu des années 1950 le Pentagone craignait qu'ils ne fussent capables d'atteindre sans escale le territoire américain, et que l'avance américaine ne se fût changée en retard, ce que l'on appelait le *missile gap* — dans les deux cas c'était exagérément pessimiste, à moins que ce ne fût de l'intoxication de la part du Pentagone afin de persuader le Président de poursuivre la course aux armements. L'Amérique pourtant reprit l'avantage pour quelques années avec la **bombe H** (opérationnelle en 1953 après trois ans seulement de recherches — la première explosion eut lieu en mars 1954 sur l'atoll de Bikini<sup>1</sup>), mais ce n'était que partie remise (les premiers essais soviétiques eurent lieu début 1954).

Surtout, la nouvelle arme était si puissante qu'elle rendait délicat le maintien de la doctrine des représailles massives, lesquelles risquaient de signifier la vitrification générale de la planète au moindre conflit, la *Mutual Assured Destruction* (M.A.D., selon un judicieux acronyme). L'arme atomique, arme ultime, arme totale, arme de champ de bataille et de terreur urbaine, avait été inefficace pour empêcher le noyautage des gouvernements d'Europe centrale; il avait été impossible de s'en servir en Chine durant la guerre de Corée, durant la crise de Cuba elle ne fut qu'une menace... Cependant il fallut presque l'ensemble des deux mandats d'Eisenhower pour que le Pentagone, dirigé par John Foster Dulles jusqu'à sa mort en 1959, arrivât à formuler les conclusions ci-dessus. Ce fut à la fin des années 1950 que les Américains commencèrent à développer des armes nucléaires "tactiques", pour le cas de conflits graves mais localisés, afin d'éviter de déclencher l'Apocalypse pour « un pâté de maisons de Berlin » selon l'expression du futur secrétaire d'État Kissinger; finalement, en 1962, la doctrine des "représailles massives" céda officiellement la place à celle de la "**riposte graduée**", dite aussi "doctrine McNamara", du nom du secrétaire d'État à la Défense de Kennedy. Ce n'était que la reprise d'une vieille idée que l'on trouvait déjà dans Clausewitz, le grand théoricien de la guerre à l'époque napoléonienne: les moyens militaires devaient être en adéquation aux objectifs politiques, le choix du tout ou rien était le pire des choix car il acculait au recul lorsqu'un conflit total était trop coûteux. « Désormais », comme l'expliqua Henry Kissinger dans un ouvrage paru en 1957, « le but de la stratégie d[evait] être d'affecter la volonté de l'ennemi, non de le détruire ». Concrètement, on commencerait par utiliser les armements conventionnels, puis si nécessaire les armements nucléaires classiques, puis les missiles stratégiques contre l'U.R.S.S. et sa population; entre chaque étape on marquerait un temps d'arrêt pour permettre à l'adversaire de "réfléchir". Le problème de cette nouvelle doctrine, c'était son coût: il fallait produire des armes

---

<sup>1</sup> L'appellation est passée aux maillots de bains féminins à deux pièces, qui étaient en train d'apparaître et obsédaient les médias tout autant que le Viagra aujourd'hui, par le biais d'une métaphore "explosive".

toujours plus différenciées... et en quantité suffisante pour pouvoir les disposer sur l'ensemble de la planète.

En octobre 1957 l'U.R.S.S. lança le premier satellite artificiel, **Sputnik-1**, et l'inquiétude américaine grandit, non à cause du satellite lui-même, dont le *bip-bip* triomphant capté par toutes les radios du monde était certes agaçant, mais à cause de la fusée qui l'avait lancé: si elle avait atteint la stratosphère, elle pouvait atteindre le territoire des États-Unis; du reste, un mois plus tard, le même engin réussit un tir de 8.000 km, qui en faisait le premier **missile intercontinental** soviétique: le territoire des États-Unis cessait d'être un "sanctuaire"<sup>1</sup>, la dissuasion nucléaire devenait bilatérale — une revue militaire parla d'un "Pearl Harbour technologique". L'Amérique envoya à son tour un satellite artificiel dans l'espace en janvier 1958 (après un essai raté en octobre 1957); puis elle lança un vaste programme pour rattraper son retard, coordonné par une nouvelle agence, la *National Aeronautics and Space Administration (N.A.S.A.)*, apparue en 1958. Ce programme, dans lequel les États-Unis engloutirent quarante milliards de dollars par an, était en grande partie camouflé en amicale émulation scientifique pour la conquête de l'espace, ce qui conduisit d'ailleurs à des performances non directement militaires: ainsi l'envoi d'hommes dans l'espace (le Soviétique Youri Gagarine en mai 1961, un Américain un mois plus tard) n'obéissait à aucune logique autre que de prestige, tout comme la conquête de la Lune, remportée au *finish* par l'Amérique en juillet 1969. Mais au passage on testait de nouveaux moteurs toujours plus puissants, de nouveaux matériels toujours plus résistants... Du reste les opinions publiques occidentales n'étaient pas dupes.

En 1962, aux usées Atlas et Titan vinrent s'ajouter les missiles Polaris, qui avaient une portée de 2.000 km; en 1964, les missiles Minutemen, qui permettaient des tirs à 10.000 km. À partir de 1960, les deux camps se mirent aussi, à peu près aux mêmes dates et à la même vitesse, à développer des **satellites-espions** et surtout une flotte de **porte-avions** et de **sous-marins** porteurs d'engins nucléaires: ces appareils mobiles étaient beaucoup moins exposés aux tirs adverses que les bases fixes de lancement, et les sous-marins avaient l'avantage additionnel s'être à peu près invisibles (ils le restèrent jusqu'au bout, même des satellites-espions, moyennant des prodiges techniques), et de pouvoir s'approcher des côtes de l'adversaire pour tirer. Au passage, l'Amérique aida la Grande-Bretagne (ouvertement) et la France (discrètement) à se doter elles aussi de l'arme nucléaire. La "riposte graduée" passait par la capacité des alliés à gérer seuls des conflits régionaux; mais ces nouvelles puissances nucléaires allaient-elles toujours demeurer des

---

<sup>1</sup> Ce fut pour le "resanctuariser", justement, qu'en 1983 Ronald Reagan lança le programme dit "de la guerre des étoiles", une espèce de gigantesque bouclier anti-missiles censé intercepter toute attaque soviétique. Cela signifiait que l'équilibre de la terreur allait être rompu... Ce fut la raison pour laquelle l'annonce de ce programme, qui ne fut jamais mis en application, provoqua une véritable panique en U.R.S.S., et que la direction se résolut à faire des réformes pour rendre l'économie soviétique capable de supporter ce nouveau défi — ce fut l'une des origines de la *Perestroïka*.

alliées? Le fait que la dégradation des relations entre l'U.R.S.S. et la Chine n'avait pas empêché celle-ci de mener à bien son propre programme nucléaire en pleine période de radicalisation politique pouvait donner à réfléchir.

La course aux armements continua durant toutes les années 1960, creusant l'écart avec les puissances moyennes: en 1974, les États-Unis consacraient quatre-vingt-cinq milliards de dollars à leur défense; le Pentagone, les clubs de réflexion géopolitique et les médias jonglaient avec les kilotonnes, les millions de morts et la vitrification des territoires. Les deux supergrands possédaient la capacité de se détruire mutuellement des dizaines de fois, mais les États-Unis craignaient toujours autant le *missile gap* — ce fut notamment l'un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle de Kennedy en 1960, mais on le retrouve chez tous les Présidents américains jusqu'à Ronald Reagan.

La seule chose qui sauvait le monde d'un conflit mille fois plus destructeur que les précédents, c'était le relatif équilibre toujours maintenu entre les deux adversaires, qui empêchait aucun des deux de profiter d'une "fenêtre d'opportunité" en termes d'avantages stratégiques, et surtout la conscience partagée de l'ampleur des dégâts en cas de guerre: bref, c'était "**l'équilibre de la terreur**". Par chance, tous les dirigeants étaient des hommes raisonnables, fondamentalement des conservateurs plutôt que des aventuriers, à l'exception de Mao Zedong qui était occupé à lancer les Gardes rouges à l'assaut de ses propres quartiers généraux. Mais l'on voit par les paragraphes qui précèdent, et que j'ai volontairement placés en tête de cette partie sur la "détente", que celle-ci n'eut rien d'une promenade en forêt main dans la main.

La **détente** fut essentiellement une série de tentatives pour établir un dialogue et les règles d'une "**coexistence pacifique**" entre les deux supergrands, afin d'éviter une apocalypse toujours menaçante, et d'essayer de limiter la dérive des dépenses militaires. De la part des Américains, ce fut aussi une série de tentatives pour rendre les deux camps interdépendants, afin que tout conflit généralisé devînt impossible. Pour l'instant il ne s'agissait pas de convertir les communistes à la démocratie mais s'établir avec eux des règles de vie, un consensus minimum, bref un nouveau "concert des nations". Cette "normalisation" générale des relations internationales, cette patiente construction d'une culture du consensus, avait pour objectif à long terme de neutraliser la dynamique révolutionnaire — en attendant que le communisme s'effondrât sous le poids de ses propres imperfections, et des évidences issues des contacts avec le monde libre.

La détente commença au lendemain de la mort de Staline, lorsqu'arriva au pouvoir en U.R.S.S. une nouvelle génération, moins paranoïaque et plus portée au dialogue que l'homme à

la moustache<sup>1</sup>. Les premières manifestations en furent le déblocage de la situation à l'O.N.U., dont on parvint à élire un nouveau secrétaire général, Dag Hammarskjöld, en avril 1953 (son prédécesseur était démissionnaire depuis deux ans); puis l'armistice en Corée en juillet 1953, et le règlement provisoire du problème indochinois en juillet 1954 (malgré de pressantes demandes françaises, les Américains avaient refusé d'intervenir à la chute de Dien Bien Phu; en échange, les communistes modérèrent leurs exigences, acceptant notamment le principe d'une réunification en 1956, après des élections libres — que ni eux ni les sudistes n'organisèrent). En mai 1955, les deux Grands parvinrent à régler le problème de l'Autriche (entre-temps, une espèce de plan Baruch-bis, la proposition américaine *Atoms for peace*, échoua); tous ces accords validaient le partage du monde en deux camps, et certains reprochaient à Eisenhower de reconnaître officiellement à l'U.R.S.S. la suzeraineté sur les régions dont elle s'était emparée en 1944-1945; pourtant, ce n'était que l'officialisation d'une reconnaissance *de facto* qui datait des années 1940. La détente se poursuivit, bon an mal an, avec des épisodes comme une conférence à quatre (avec les Premiers ministres britannique et français) à Genève en juillet 1955, qui n'eut guère de résultats concrets (les Soviétiques refusèrent un projet américain de "ciels ouverts") mais détendit l'atmosphère; le voyage de Khrouchtchev aux États-Unis en septembre 1959 et l'entrevue entre les dirigeants des deux superpuissances à Vienne en mai 1961, la pose du "téléphone rouge" entre la Maison blanche et le Kremlin en 1963, l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère en août de la même année, le pacte de non-prolifération des armes nucléaires signé en juillet 1968 (la Chine et la France refusèrent de s'y associer), jusqu'à la signature du traité S.A.L.T.-1 de limitation des armements stratégiques et à la visite subséquente de Richard Nixon à Moscou, en mai 1972 (*Love, lioubov, amour...*<sup>2</sup>).

Mais **les relations avec l'U.R.S.S. demeurèrent extrêmement heurtées**, au rythme de crises internes à l'un des deux blocs ou bilatérales, généralement brèves et toujours localisées mais parfois très inquiétantes pour la paix du fait de leur soudaineté et de la difficulté à contrôler certains protagonistes: les bombardements chinois sur Quemoy et Matsu entre septembre 1954 et août 1955, puis de nouveau d'août à octobre 1958; les crises égyptienne et hongroise de 1956 (à l'issue de laquelle on eut brièvement l'impression que les deux supergrands étaient en train d'élaborer un "condominium" pacifique sur le monde<sup>3</sup>); l'affaire de l'U2 américain abattu par la chasse soviétique dans la région de Sverdlovsk en avril 1960, incident mineur dont les Soviétiques se saisirent pour faire échouer une conférence sur le désarmement de l'Allemagne

---

<sup>1</sup> Le premier à parler de "coexistence et [de] compétition pacifiques" fut Malenkov, aux funérailles de Staline.

<sup>2</sup> Voyez le cours sur l'Allemagne, chapitre 5, et pour les détails du traité, le cours sur l'U.R.S.S., chapitre 6.

<sup>3</sup> À l'aventure franco-britannique en Égypte, chacun réagit à sa manière Khrouchtchev menaçait les Européens d'une guerre nucléaire; les Américains menacèrent d'annuler des prêts et Wall Street joua contre le franc et la livre...

qui devait couronner des négociations engagées depuis 1957<sup>1</sup>; l'édification du mur de Berlin en août 1961 (Kennedy protesta; il se rendit à Berlin en juin 1963 et prononça la phrase célèbre: « *Ich bin ein Berliner* » — mais en fait l'Occident accepta le fait accompli); la crise des fusées de Cuba en 1962; l'engagement américain au Vietnam de 1960 à 1968, la crise tchécoslovaque en 1968... Même les négociations S.A.L.T. entraînèrent une recrudescence de la course aux armements en 1969-1972, car chaque "partenaire" essayait d'arriver à la table des négociations en position de force!

Du point de vue américain, **la détente ne remettait pas en cause la notion d'un monde bipolaire**. Les conflits locaux étaient presque systématiquement interprétés comme des épisodes de la lutte entre les deux superpuissances, car si l'U.R.S.S. n'avait pas les moyens d'attaquer frontalement le monde libre, elle avait toujours ceux de le grignoter par les marges, de le subvertir; et elle était soupçonnée de s'y employer sous tous les cieux et par tous les moyens.

Or cette vision des choses, presque aussi manichéenne que celle des Soviétiques, était surtout extrêmement simplificatrice. En réalité, avec la décolonisation et la reconstruction des régions ravagées par la guerre, les acteurs de la scène internationale se multipliaient, et leur quête essentielle, de la France de de Gaulle à l'Algérie de Boumédiène, était d'autonomie: la tendance de fond déjà à l'œuvre à l'époque était en réalité non pas à la concentration du pouvoir entre quelques mains, comme les géopoliticiens, enfermés dans analyses fondées sur les expériences des années 1940 et 1950, le répétaient avec un mélange d'horreur et de résignation, mais à une fragmentation politique accrue, à une remise en question de tous les Empires.

Les Américains ne surent pas admettre que ces désirs d'autonomie n'allaient pas forcément contre leurs intérêts; cela leur coûta cher. En particulier, ils ne comprirent pas le mouvement des non-alignés, qu'ils prirent pour une manœuvre soviétique (effectivement les Soviétiques manœuvraient beaucoup en coulisses, mais ils ne prirent pas le contrôle du mouvement avant la fin des années 1970, à une époque où il avait perdu toute dynamique). Dans les années 1950, Foster Dulles dénonçait le neutralisme, alors très en vogue dans le tiers-monde, comme une étape déguisée sur la voie du communisme; les secrétaires d'État des années 1960 étaient plus diplomates, mais sur le fond ils ne pensaient pas différemment. Il faut dire que le discours des Soviétiques assimilait décolonisation et sortie du bloc occidental, que l'U.R.S.S. s'était approprié la défense du tiers-monde contre l'"impérialisme"... et que le ton des leaders neutralistes du tiers-monde était généralement très anti-américain; de plus la plupart de leurs pays se réclamaient d'une forme ou d'une autre de socialisme.

---

<sup>1</sup> Les U2 étaient en service depuis 1956.

De plus en plus, **les États-Unis se trouvaient engagés dans le monde entier**, notamment dans le tiers-monde: il fallait être présent sur l'ensemble d'une ligne de front de plus en plus longue, discontinue, mouvante, imprécise. Selon un observateur de l'époque, cité par Paul Kennedy, « au début des années 1970 [les États-Unis] avaient plus d'un million de soldats dans trente pays; ils étaient membres de quatre alliances de défense régionale et participaient activement à une cinquième; ils avaient signé des traités de défense mutuelle avec quarante-deux nations, et ils apportaient une aide économique ou militaire à près de cent nations à travers le globe ». Le moindre cap, le moindre port, le moindre micro-État devenaient vitaux. Non seulement c'était coûteux, mais les risques de se laisser entraîner dans un conflit local étaient réels. De plus cette logique essentiellement géopolitique contrariait le caractère fondamentalement idéologique de l'action internationale des États-Unis depuis le début de la guerre froide: la *Realpolitik* des géopoliticiens amenait régulièrement à renier les principes.

Eu **Europe**, *limes* essentiel de l'Empire, la situation était totalement gelée, précisément pour cette raison que la moindre remise en cause du *statu quo* eût entraîné un conflit mondial; d'ailleurs l'enjeu majeur, l'intégration de la R.F.A. au monde libre, ne posait plus de réels problèmes. Il fallut seulement supporter les rotomontades de de Gaulle: la France quitta le commandement intégré des forces de l'O.T.A.N. en 1966; les troupes américaines quittèrent le territoire français l'année suivante, mais cela n'avait qu'une importance relative car la France ne touchait pas au rideau de fer, et surtout parce qu'elle demeurait fermement arrimée au bloc de l'ouest <sup>1</sup> À l'extrême fin de la période ici évoquée, la R.F.A. lança l'*Ostpolitik*, qui laissa les Américains sceptiques mais qui ne modifia pas sensiblement la donne: jamais Willy Brandt ne prétendit neutraliser la R.F.A.

### **reprendre Kagan sur les rapports EU/CEE**

En revanche **les États-Unis changèrent progressivement d'attitude vis-à-vis de la construction européenne**. L'échec de la C.E.D. en août 1954, qu'ils avaient soutenu de toutes leurs forces (notamment auprès des parlementaires français, sans succès — ils allèrent même jusqu'à menacer implicitement de remettre en question leur participation à l'O.T.A.N.!) les déçut énormément, le traité de Rome les mit mal à l'aise: une Europe unie par l'économie n'avait pas d'intérêt si la défense ne suivait pas, comment d'ailleurs allait-elle fonctionner sans institutions politiques? Dans les années 1960, le veto de de Gaulle sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. empêcha les États-Unis de concrétiser le "grand dessein" que Kennedy avait proposé en 1962, celui d'un partenariat notamment commercial, sur une base égalitaire, entre l'Europe, traitée comme un ensemble, et l'Amérique. Il faut dire que ces ambitions américaines étaient précisément à l'origine des préventions de de Gaulle concernant l'entrée du "cheval de Troie"

---

<sup>1</sup> Voyez le cours sur la France, chapitre 16.

britannique dans la C.E.E... À la fin de la décennie, les Américains étaient de plus en plus inquiets: non seulement les pays européens s'étaient complètement reconstruits, mais ils étaient en train de devenir des concurrents redoutables pour les exportateurs américains. Ce qui explique qu'il ne fut plus question de partenariat privilégié lorsque le Royaume-Uni finit par intégrer l'Europe unie en 1972... De plus, les disputes étaient incessantes sur le sujet du "partage du fardeau" de la guerre froide: les Américains trouvaient que les Européens n'en prenaient pas assez à leur charge, les Européens rétorquaient que les Américains dominaient l'économie du bloc occidental et payait leurs dettes dans une monnaie qu'ils émettaient et qui se dépréciait, ce qui était une autre manière de faire payer la note à leurs alliés...

Ce fut en **Amérique**, région du monde quelque peu négligée par les différents plans d'assistance financière aux pays pauvres parce que l'ordre y régnait et que l'Europe et l'Asie déjà coûtaient cher, qu'eut lieu la catastrophe majeure: l'apparition en janvier 1959 à **Cuba**, à une encablure des côtes de Floride, d'un régime communiste, totalement aligné sur l'U.R.S.S. à partir de 1961. Le plus lamentable, c'était que cette dernière n'avait strictement joué aucun rôle dans l'affaire: elle avait jusqu'au bout soutenu un Parti communiste cubain qui s'était trouvé totalement marginalisé à partir de 1957 et n'eut pas d'autre choix, après la victoire des *barbudos*, que de se fondre dans le parti unique de Castro... En réalité, les raisons essentielles de l'arrivée de Castro au pouvoir n'étaient ni l'attraction du communisme, ni même la pauvreté (Cuba était alors le plus riche de tous les pays d'Amérique latine): c'étaient le nationalisme (dans les années 1950 Cuba était surnommée "le bordel des États-Unis") et l'exaspération générale face à l'immonde dictature de Fulgencio Batista, évidemment soutenue par Washington. Sans ces deux facteurs, la population ne se fût jamais ralliée à des aventuriers qui, même s'ils n'affichaient pas leur prosoviétisme dans les premiers mois, semblent bien avoir nourri dès les premiers jours l'ambition de donner à Cuba un régime totalitaire<sup>1</sup>.

Dans les mois suivant la victoire des *barbudos*, une série de provocations castristes (comme la nationalisation sans indemnité des biens américains, et des menaces de "libérer Puerto Rico") et d'in vraisemblables imbécillités américaines, dont l'aide accordée par la C.I.A. au fameux débarquement raté d'émigrés anticommunistes à la **Baie des Cochons** en avril 1961 (dans les premières heures ils disposèrent même d'un B26, prétendument nicaraguayen), permit à Castro de justifier sans problèmes son ralliement au camp communiste. Tout cela faillit déboucher sur une troisième guerre mondiale au moment de l'**affaire des fusées**, en octobre 1962: cet épisode permit de neutraliser le danger cubain et d'humilier Khrouchtchev, mais Castro

---

<sup>1</sup> Le premier gouvernement de l'époque castriste était composé pour l'essentiel de démocrates, mais le premier ministre, Carlos Franqui, a révélé dans ses mémoires que ce gouvernement n'était qu'un décor de théâtre, doublé par un gouvernement fantôme composé d'hommes décidés à imposer un régime totalitaire.

demeura au pouvoir (la C.I.A. fit encore plusieurs tentatives pour l'éliminer dans les années 1960). Moindre mal, Cuba était une île, donc facile à isoler (l'embargo commercial proclamé par le gouvernement américain en octobre 1960, et renforcé au moment de la crise des fusées, est toujours en vigueur), et jusqu'en 1979 les tentatives pour exporter le modèle castriste sur le continent échouèrent lamentablement, aussi bien en Bolivie (où Che Guevara alla trouver la mort en 1967) qu'en Colombie, où la guérilla castriste apparue en 1964, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (F.A.R.C.), ne parvint jamais à menacer un régime formellement démocratique, mais dominé en réalité par une oligarchie fossilisée depuis le XIXe siècle.

Les États-Unis essayèrent de réagir par une relance de la politique du "bon voisinage". Pleinement conscients désormais que l'aide au développement était nécessaire à l'arrêt des progrès du communisme, ils lancèrent plusieurs tentatives de partenariat. Une Banque interaméricaine de Développement vit le jour en 1959. En mars 1961, Kennedy proposa l'**Alliance pour le Progrès**, un programme d'aide d'une ampleur comparable au plan Marshall (mais composé essentiellement de prêts); il s'accompagnait, à destination de tout le tiers-monde, de la création d'une Agence pour le Développement international, d'un corps de "volontaires pour la paix" (le *Peace Corps*) et d'un programme d'aide alimentaire, *Food for peace*. Hélas, l'aide financière se perdit dans les poches des gouvernants, "démocratiques" ou non: ce n'était pas l'Europe de 1947, l'Amérique latine n'avait pas à se reconstruire après une guerre mais à construire des sociétés et des États modernes, un plan Marshall ne pouvait y suffire — il eût fallu un consensus politique, notion inconnue dans ces sociétés très violentes, divisées par des abîmes de racisme et de mépris mutuels, et qui ressassaient un siècle et demi de guerres civiles<sup>1</sup>. Par ailleurs, l'O.E.A. se trouva très vite paralysée par les divergences sur Cuba<sup>2</sup>.

En 1965, les Américains intervinrent encore en République dominicaine pour arbitrer un conflit entre factions, dont aucune n'était communiste; mais cette expédition qui fleurait bon les années 1920 exaspéra les Latino-Américains. Au Pérou en 1968, des "militaires progressistes" prirent le pouvoir, mais ils eurent la prudence de ne jamais faire la moindre tentative pour se rapprocher du bloc de l'est.

En **Afrique** il n'y avait pas encore réellement de menace communiste, à une grosse alerte près, la terrible guerre civile qui suivit l'indépendance du Congo belge en 1960, et dont l'un des acteurs, Patrice Lumumba, était soutenu par les Soviétiques; mais il fut assassiné en janvier

---

<sup>1</sup> Cette analyse très rapide demanderait à être affinée selon les pays; le Mexique notamment était un cas particulier, la Révolution de 1910 lui avait donné des mythes héroïques, qui présentaient notamment l'avantage d'intégrer les Indiens à un projet national, et une structure politique solide et très stable (un même parti, le P.R.I., est au pouvoir depuis 1929).

<sup>2</sup> Qui en fut expulsée au début des années 1960. Le Canada, peu intéressé par une coopération avec les Hispaniques, a toujours refusé d'en faire partie.

1961 par les truands de Joseph Désiré Mobutu (plus tard Mobutu Sese Seko), lequel, quelques massacres plus tard, prit le pouvoir (en 1966) et devint pour trente ans l'homme-lige de l'Amérique. Il y avait d'autres dictateurs socialisants sur le continent, notamment Kwame Nkrumah au Ghana et Sékou Touré en Guinée, mais ils surent éviter des alliances trop étroites avec le bloc de l'est (le second recevait même une aide américaine depuis 1962). Pour le reste, deux démocraties impeccables, irréprochables et j'irai même jusqu'à écrire immaculées, le Maroc de Hassan II (monté sur le trône en 1961, en enfer depuis 1999) et l'Afrique du sud de l'*Apartheid* (c'est-à-dire de la ségrégation raciale institutionnalisée, mise en place à partir de 1948), menaient la garde aux principaux détroits et caps; la mer Rouge en revanche était mal contrôlée, entre l'Égypte nassérienne, le Yémen au sud communiste et la Somalie alliée de l'U.R.S.S. depuis la fin des années 1960; mais cela concernait surtout l'Europe et ses approvisionnements pétroliers, et d'ailleurs après la guerre des Six jours, en 1967, le canal de Suez fut fermé, ce qui réduisit beaucoup l'importance stratégique de la zone. Par ailleurs le Congo-Kinshasa, rebaptisé Zaïre par l'immarcessible Mobutu au début des années 1970, fournissait du cuivre et divers métaux stratégiques, l'Afrique du sud, de l'or et des diamants, et le Maroc, des phosphates: tout était donc pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Au **Proche-Orient**, les États-Unis tentèrent d'échapper à la fatalité qui risquait de faire du conflit israélo-arabe un théâtre local de plus de la guerre froide. Très tôt dans les années 1950, ils s'engagèrent à fond dans le soutien à Israël, qui pourtant avait été proche de l'U.R.S.S. dans les premières années; c'était tant à cause de la défection de celle-ci, pour cause d'antisémitisme stalinien et parce que très vite en Terre sainte le nationalisme juif l'avait emporté sur le socialisme des *kibboutzim*, que par suite du *lobbying* de la communauté juive américaine, et tout simplement parce qu'Israël fonctionnait bien, avait l'armée la plus puissante de la région et vomissait toute forme de totalitarisme.

Mais les Américains s'engagèrent aussi en Irak, en Égypte, en Syrie, en Jordanie et en Arabie saoudite, parce qu'il n'était pas question de laisser à l'Est le contrôle des gisements de pétrole<sup>1</sup>, et aussi l'essentiel de la population et des marchés de la région. Cependant, par principe Washington essayait de laisser le plus possible les compagnies privées gérer les affaires pétrolières: *business is business*, l'État n'avait à intervenir que lorsque les compagnies ne pouvaient plus faire leur travail. Par malheur les régimes politiques des nations arabes étaient

---

<sup>1</sup> Les compagnies pétrolières américaines implantées en Arabie saoudite depuis les années 1930 fusionnèrent en 1948 pour former l'AraMCo. En 1950, une manipulation comptable du système des *royalties* payées à Ibn Saoud (la caisse du monarque se confondait avec le Trésor saoudien) permit d'attribuer discrètement à ce régime-clef une aide très importante, sans avoir à passer par la Congrès où le lobby pro-israélien s'y fût opposé.

des plus instables, et les trois premiers des pays ci-dessus cités échappèrent à tout contrôle dès les années 1950.

En **Égypte**, où Gamal Abd-el Nasser avait émergé vers 1954 d'une junte d'"officiers libres" qui avaient renversé la monarchie en 1952, les choses tournèrent mal en bonne partie du fait du refus de la Banque mondiale de financer le barrage d'Assouan en 1954 (l'année suivante les Soviétiques et les Tchécoslovaques offrirent leurs services désintéressés), puis surtout des maladresses de la France et de la Grande-Bretagne, qui tentèrent en 1956 une expédition coloniale totalement anachronique pour se réappropriier le canal de Suez, nationalisé en juillet (contre indemnisation pourtant) pour financer la construction du barrage. À partir de la fin des années 1950 l'Égypte nassérienne alla se jeter dans une alliance avec les Soviétiques — tout en réprimant vigoureusement ses propres communistes, ce qui permit au successeur de Nasser, Anouar el-Sadate, de revenir tranquillement au camp occidental après la débâcle de la guerre des Six jours, lorsque l'aide soviétique se fut révélée insuffisante et le socialisme nassérien une impasse. La **Syrie** aussi passa dans l'orbite soviétique à la fin des années 1950 et y resta jusqu'à la fin de la guerre froide, mais c'était moins grave car elle n'avait ni pétrole ni intérêt stratégique particulier; cependant de 1958 à 1961 elle s'unit à l'Égypte en une éphémère "République arabe unie" dont on craignit à Washington qu'elle ne fût le prélude à l'apparition dans cette région d'une grande puissance arabe hostile aux États-Unis, mais finalement les rivalités entre les différents dictateurs arabes firent capoter le projet. L'**Irak** aussi tomba entre les mains d'une junte antiaméricaine en 1958; à cette occasion la marine américaine intervint au Liban, à la demande du régime chrétien pro-occidental, pour éviter une éventuelle "contagion".

Le résultat, ce fut que le conflit israélo-arabe finit bel et bien par se doubler d'un conflit est-ouest au Moyen-Orient; il est vrai qu'ils ne correspondirent jamais totalement — la région demeura un casse-tête géopolitique pour les deux Grands.

En **Asie orientale**, les États-Unis mirent du temps à se persuader de la profondeur du différent entre la Chine et l'Inde: cela ne s'accordait guère au monolithisme affiché depuis l'origine par le camp de la Révolution, un discours de propagande qu'on avait fini par prendre pour argent comptant à Washington. L'Amérique dut attendre la fin de la Révolution culturelle pour pouvoir exploiter cette situation, à partir de 1972. Un peu auparavant, au milieu des années 1960, il y avait eu une autre bonne surprise lorsque les militaires indonésiens, menacés d'être débordés par les communistes locaux, les avaient massacrés en masse et avaient rejoint le camp occidental (au passage, Sukarno avait été remplacé par Suharto<sup>1</sup>).

---

<sup>1</sup> Et l'orthographe du malais avait changé, c'est pourquoi j'écris Sukarno et non plus Sœkarno. Voyez le cours sur *Linguistique, politique et sociétés*, chapitre 27.

En **Indochine**, après 1954 les États-Unis avaient pris le relais de la France dans le rôle de protecteurs des régimes pro-occidentaux, et tenaient à bout de bras un sud-Vietnam fort peu digne d'être promu au rang de bastion du camp de la démocratie. Les coups d'État sanglants s'y succédaient et les régimes successifs, incapables de la moindre réforme, brutalisaient la population pour le plus grand bénéfice des communistes; le régime du Nord n'était pas plus démocratique, mais il avait un projet — et la légitimité héritée du combat contre le colonisateur français. En 1959, le Nord décida de passer à l'offensive, mais indirectement, en profitant de l'exaspération d'une partie de la population du Sud. Un Front national de Libération commença à se structurer au Sud, sous la direction d'officiers nordistes: son armée, officiellement l'Armée de Libération nationale, fut rapidement surnommée le **Vietcong** dans les médias occidentaux. Ce qu'il y avait d'opposition libérale se trouva rapidement marginalisé, tandis que de spectaculaires suicides de bonzes (par le feu) émouvaient l'opinion internationale — le premier eut lieu en juin 1963<sup>1</sup>.

Ce fut dans ce guêpier que Kennedy alla fourrer l'Amérique, parce qu'il n'avait pas compris qu'on ne combattait pas un peuple comme on avait combattu les hordes fanatisées mais faméliques de Kim Il-Sung. En 1961, au lendemain du traumatisme de la baie des Cochons, il envoya quinze mille "conseillers militaires" au Vietnam, et sextupla les effectifs des troupes antiguérillas formées dans la zone du canal. En 1962, les Américains installaient un commandement militaire à Saïgon. Ce fut à la même époque qu'ils commencèrent à rassembler les campagnards dans des "villages stratégiques", pour empêcher les communistes d'être "comme des poissons dans l'eau" en "vidant le bocal". Ces villages, directement inspirés de l'expérience française en Algérie, concentrèrent jusqu'à huit millions de Vietnamiens dans des conditions lamentables qui ne faisaient qu'accentuer le ressentiment antiaméricain de la population, et n'empêchèrent pas le gouvernement sudiste de perdre complètement le contrôle des campagnes à partir de 1965. En août 1964, l'armée américaine commença à bombarder des objectifs militaires au Nord.

En février 1965, juste après sa prise de fonctions, Johnson franchit un pas supplémentaire en ordonnant le **bombardement systématique du nord-Vietnam**, notamment des villes et des digues: on était à la limite du *containment* et du *roll back*. En 1968, les Américains déversèrent deux millions neuf cent mille tonnes de bombes! Sans aucun effet évidemment sur le potentiel militaire de l'ennemi, ni sur le refus de négocier de l'oncle Hô, qui n'avait pas d'opinion publique à ménager — au contraire, chaque bombardement provoquait des manifestations antiaméricaines dans le monde entier, y compris en Amérique. Toujours en 1965, le Président décida l'**envoi du contingent au Vietnam**: il y eut jusqu'à cinq cent trente-six mille militaires américains dans ce pays en décembre 1968. Le gouvernement sud-vietnamien ayant définitivement sombré dans les intrigues de caserne, et son armée avec, cette guerre devenait de

---

<sup>1</sup> Le dictateur de l'époque, Diem, appartenait à la minorité catholique

plus en plus exclusivement une guerre américaine. Il y eut des tentatives de mener une "guerre psychologique" pour reconquérir les populations rurales, mais elles eurent à peu près autant de succès que celles des Français en Algérie, surtout en l'absence de toute réforme politique ou agraire sérieuse. Ce fut aussi l'époque où les Américains recoururent à la **guerre chimique**, notamment en défoliant des forêts entières; il y eut des massacres de civils, comme dans le village de **My Lai** en 1968. Mais l'armée la plus puissante du monde était incapable d'emporter la décision face à un peuple parmi les plus pauvres de la planète: en 1968, le Vietcong lança une grande offensive pour le Nouvel an vietnamien, **l'offensive du Têt**, qui fut contenue (difficilement: les communistes parvinrent jusqu'au centre de Saïgon) mais se solda par de fortes pertes américaines. Johnson comrit alors qu'il ne pouvait gagner cette guerre. En mars 1968, il fit arrêter les bombardements sur le nord-Vietnam, et à la fin de l'année les troupes américaines commencèrent à se retirer d'Indochine (le retrait s'acheva en mars 1973); mais les bombardements sur le Cambodge continuèrent jusqu'au début 1974). Le gouvernement américain engagea des négociations; mais parallèlement durant presque quatre ans Nixon s'obstina à "vietnamiser" la guerre dans le but de la terminer "honorablement", ce qui n'avait aucune chance de réussir vu l'état de déréliction où se trouvait le Sud<sup>1</sup>: l'Amérique en retira quatre années de plus de déshonneur.

Si l'Amérique s'était enfoncée jusqu'au cou dans le borbier vietnamien, c'était que Washington s'était ralliée à la "**théorie des dominos**", une version pessimiste de la doctrine du *containment*. Si le sud-Vietnam tombait, tous les pays d'Asie tomberaient un à un — il faut dire qu'il y avait des guérillas communistes un peu partout, notamment en Thaïlande et en Birmanie, et qu'en 1965 un putsch communiste avait échoué en Indonésie. Pourtant ce fut un coup d'État téléguisé par les services secrets américains contre un régime jugé trop tiède qui entraîna le Cambodge dans la guerre en 1970: c'est bien l'Amérique qui a renversé ce domino-là<sup>2</sup> — en revanche, les "dominos" thaïlandais et malais ne furent pas affectés par la chute de Saïgon en 1975. Autre erreur d'appréciation, Johnson et son équipe ne comprirent pas que, grâce aux médias et surtout à partir du moment où les *boys* furent envoyés dans les rizières, l'opinion publique américaine allait jouer dans ce conflit un rôle majeur, le rôle de meilleur allié de Hô Chi Minh (voyez le chapitre 4).

La politique extérieure américaine était en crise. Washington était débordée par la multiplication des théâtres et des formes de confrontation: même si le niveau de la confrontation avait baissé, son coût ne faisait que croître. Les calculs des géopoliticiens, leur *Realpolitik*,

---

<sup>1</sup> Il faut dire que le Vietminh avait systématiquement assassiné les cadres compétents.

<sup>2</sup> La théorie des dominos avait été exposée pour la première fois par Eisenhower en avril 1954; mais elle ne se popularisa qu'à partir du moment où les médias du monde entier ne s'occupèrent plus que de la guerre du Vietnam.

pouvaient à l'occasion se révéler extrêmement contre-productifs; surtout ils étaient contestés, en Amérique même, par une grande vague d'hostilité à la "sale guerre". On ne pouvait plus, dans un pays démocratique et avec des médias modernes, mener une guerre comme on en avait l'habitude, avec son cortège de pertes et d'atteintes aux droits de l'homme; c'était d'autant plus embêtant que l'autre camp n'avait pas d'opinion publique à ménager, et que sa propagande trouvait un écho inquiétant dans la jeunesse occidentale et dans le tiers-monde. Même les meilleures intentions pouvaient aboutir à des résultats négatifs: en Amérique latine, le programme *Food for Peace* était perçu comme essentiellement motivé par les intérêts des agriculteurs américains, lesquels ne savaient que faire de leurs surplus. Bref, l'Amérique avait de plus en plus de mal à apparaître comme une puissance libératrice et protectrice.

#### **IV-Du désastre vietnamien au désastre iranien: les crises des années 1970.**

L'Amérique n'avait pas renoncé au combat contre l'U.R.S.S.; mais elle essayait de le mener de manière plus souple, moins idéologique, moins coûteuse aussi — mais, de ce fait, plus cynique encore, lui fut-il reproché notamment à l'époque Nixon<sup>1</sup>: d'où en partie, sous la présidence Carter, l'accent mis sur la morale et les droits de l'homme, lequel à vrai dire ne convainquit pas grand-monde: voyez un peu plus bas.

Durant la plus grande partie de la décennie, les États-Unis essayèrent avant tout d'institutionnaliser le *statu quo* avec l'U.R.S.S. sur les principaux terrains d'affrontement de la guerre froide, et même de tisser des liens. En Europe, la recherche de la détente aboutit à la signature, en 1975, des **accords d'Helsinki**, que j'ai commentés dans le chapitre 6 du cours sur l'U.R.S.S. Un second traité de désarmement global, **S.A.L.T.-2**, fut signé en juin 1979, mais ne fut jamais ratifié par le Congrès à cause de l'affaire afghane. Cette recherche d'un équilibre atomique était très critiquée par tous ceux qui soulignaient que l'U.R.S.S. avait un très fort avantage en matière d'armements conventionnels, notamment en Europe, et que par ailleurs il était à peu près impossible de vérifier si elle respectait bien les traités (ils avaient raison: elle ne les respectait pas). En réalité, à la date de la signature de S.A.L.T.-2, il y avait plusieurs mois que les États-Unis avaient changé d'attitude envers l'U.R.S.S. Ils avaient commencé à réarmer (la part du P.N.B. consacrée à l'armement, tombée à 5% en 1978, le chiffre le plus bas depuis trente ans, recommença à augmenter rapidement): ce fut en décembre 1979 qu'ils décidèrent de déployer en Europe les fameux missiles Pershing, pour équilibrer les S.S.20 mis en place par

---

<sup>1</sup> Kissinger avait été formé à l'école de la géopolitique historique, des luttes des Empires européens au XIXe siècle: son modèle était Bismarck. Il abordait les problèmes internationaux d'un point de vue extrêmement peu idéologique, à partir des notions de sécurité et d'équilibre. De ce point de vue, il fut une exception dans l'Amérique du XXe siècle.

l'U.R.S.S. depuis 1977. Par ailleurs, c'est du début 1980 que date le blocus américain sur les ventes de céréales à l'U.R.S.S. Les Occidentaux boycottèrent les Jeux olympiques de Moscou à l'été 1980, il livrèrent massivement des armes au Pakistan, installèrent des bases navales en Oman et au Kenya... Bref, dès avant l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison blanche, **le monde en était revenu à la guerre froide.**

Il faut dire qu'il était temps de réagir. Dans les années 1970, **les événements avaient semblé complètement échapper aux États-Unis**, qui traversaient une grave crise intérieure et dont l'affaiblissement économique et monétaire était évident (voyez les chapitres 4 et 5); même la C.I.A., en butte à d'incessantes réorganisations et enquêtes parlementaires, n'avait plus la même efficacité qu'autrefois. Par ailleurs ce fut à cette époque que le fidèle allié britannique décida d'abandonner tout rôle mondial (en 1968, le gouvernement Wilson renonça à toutes les bases britanniques "à l'est d'Aden"). Dans le tiers-monde les régimes socialistes ou socialisants, mais en tout cas toujours antiaméricains, poussaient comme champignons après la pluie — vous en trouverez la liste au chapitre 6 du cours sur la Russie/U.R.S.S. La « tache rouge », selon l'expression d'Octavio Paz, semblait s'étendre sur le monde sans qu'il fût possible d'y remédier; ce n'est que rétrospectivement qu'on a analysé cette expansion sous tous azimuts comme un signe de la faiblesse croissante de l'U.R.S.S., sur le moment l'Amérique allait d'humiliation en humiliation et les géopoliticiens, dont ce fut l'âge d'or, rivalisaient de perspectives catastrophistes.

Parmi les principaux chocs pour l'opinion publique américaine, il y eut l'entrée des guérilleros communistes dans Saïgon et dans Phnom Penh en **avril 1975**, et la réunification du Vietnam sous la férule communiste l'année suivante: l'Amérique avait bel et bien perdu cette guerre. Depuis 1971, l'armée nord-vietnamienne s'était directement engagée dans le conflit, et le Sud était au bord de l'effondrement. Les négociations entre le conseiller puis secrétaire d'État de Nixon, Henry Kissinger, et le Vietnamien Le Duc Tho aboutirent en janvier 1973 aux accords de Paris, qui prévoyaient un retour au *statu quo* et valurent le prix Nobel de la paix à leurs signataires; mais les nord-Vietnamiens n'avaient aucune intention de les appliquer, et comme ils le prévoyaient, sitôt privés de l'appui de l'Amérique les régimes du sud-Vietnam et du Cambodge entrèrent dans la phase finale de leur longue déliquescence, tandis qu'au Laos une partie de la famille royale se ralliait aux communistes. Le résultat le plus désastreux de cette déroute d'un point de vue géopolitique, c'était que l'U.R.S.S. avait désormais une base militaire en Asie du sud-est: Cao Bang, près de Hô Chi Minh Ville, l'ancienne Saïgon.

L'année **1979** représenta sans doute le nadir de la crise de *leadership* que traversait l'Amérique. Jimmy Carter avait prétendu axer la politique extérieure de l'Amérique sur les "droits de l'homme", afin de rendre plus crédible la croisade de l'Amérique et de rendre à ses habitants la fierté de leur pays (au fond, c'était un retour en force de l'idéologie dans la politique

extérieure de l'Amérique); il renvoya Kissinger, assimilé par l'opinion à la *Realpolitik* nixonienne, et prit pour secrétaire d'état Cyrus Vance et pour conseiller principal le Polono-Américain Zbigniew Brzezinski, deux hommes décidés notamment à mettre l'accent sur les relations nord-sud; il s'engagea à rendre la zone du Canal à la République de Panamá en décembre 1999, et abandonna à leur sort les plus cavernicoles des dictatures latino-américaines; le résultat essentiel fut qu'en juillet 1979, une guérilla "sandiniste", en fait complètement imprégnée de l'idéologie castriste, prit le pouvoir au Nicaragua et répondit aux tentatives de Carter pour ne pas rééditer le désastreux prétendant cubain par des diatribes anti-américaines, par l'accueil de "coopérants" cubains et est-européens et par une intense activité subversive dans les pays voisins. Il y avait désormais un pays proche du bloc de l'est sur le continent américain<sup>1</sup>, et toute une série de "dominos" centre-américains étaient menacés par des guérillas castro-nationalo-communistes, notamment le Salvador et le Guatemala. La politique des droits de l'homme n'avait abouti qu'à affaiblir le bloc occidental, il fallut en revenir à l'"endiguement" le plus classique. Tout rapprochement avec Cuba se révéla impossible; ailleurs en Amérique les dictateurs refusaient de céder la place (après des décennies de soutien américain, ils avaient du mal à comprendre les nouveaux signaux venus de Washington). Au contraire au Chili, en Argentine et en Uruguay ils redoublaient de brutalité: c'était pain bénit pour les ennemis de l'Oncle Sam<sup>2</sup>.

En janvier, le shah d'Iran, Mohammed Reza Pahlevi, allié indéfectible et essentiel des Américains en cette région riche en pétrole (il avait sauvé Israël d'un étranglement énergétique en 1973), mais dont les velléités d'occidentalisation de son pays, appliquées avec une grande brutalité, avaient révolté les Iraniens, avait été renversé par une révolution islamique guidée par un homme, l'ayatollah Ruhollah Khomeini, qui traitait l'Amérique de "grand Satan"; la mollesse de l'administration Carter, qui avait hésité entre soutenir le shah et exiger de lui le respect des droits de l'homme, avait joué un rôle dans cette catastrophe. Dans l'été, des "étudiants islamiques" incontrôlés mais proches des extrémistes du régime kidnappèrent l'ensemble du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran, soixante-six personnes, et ne les libérèrent qu'en janvier 1981, le jour de l'entrée en fonctions de Reagan; entre-temps, en avril 1980, une tentative

---

<sup>1</sup> Le Nicaragua n'est jamais devenu officiellement communiste; une opposition a toujours survécu et le président sandiniste Daniel Ortega a cédé le pouvoir après avoir perdu les élections de 1989 — tout ceci, il est vrai, était très largement dû à la très forte pression que les États-Unis firent peser sur le Nicaragua sandiniste durant ses dix ans d'existence. Il faut dire que, très vite, les sandinistes s'étaient aliénés la majorité de la population par des réformes hâtives, mal menées et parfois brutales, notamment les Noirs et les Indiens de la côte atlantique, les paysans, ainsi que ceux des catholiques que la "théologie de la libération" laissait glabres.

<sup>2</sup> Ils comptèrent beaucoup sur l'élection de Ronald Reagan en 1980; pourtant, paradoxalement, ce fut ce même Reagan qui finit par les déloger. Idéologue dans l'âme, il avait compris que ces régimes n'étaient pas présentables. Des démocraties conservatrices les ont remplacés dans les années 1980: on put constater à l'occasion, ce que Reagan avait compris aussi, que les populations d'Amérique latine votent rarement à gauche quand on leur donne un vrai choix.

d'opération commando pour les délivrer échoua lamentablement — un avion et un hélicoptère se heurtèrent, les Iraniens n'eurent qu'à récupérer les morceaux! Cyrus Vance donna sa démission. Sur les télévisions américaines, le compte des journées de captivité s'allongeait incessamment... **Un nouvel "Empire du mal" était apparu**, encore plus antiaméricain que l'U.R.S.S. (mais presque aussi anticommuniste que l'Amérique, même si dans les premiers temps on put croire que les mollahs étaient manipulés par le Toudeh); très vite la figure du complot international islamiste vient redoubler celle du complot international communiste, avant de s'y substituer à la fin des années 1980.

Enfin, la nuit de Noël 1979, l'Armée rouge envahit l'**Afghanistan**: c'était un pas décisif de l'ours russe vers les mers chaudes, et dans le contexte du chaos qui régnait en Iran cela pouvait être un premier pas vers une invasion de ce pays et vers l'installation de l'Armée rouge sur l'océan Indien.

Bref, à la fin des années 1970 la mission que l'Amérique avait accepté d'assumer entre 1939 et 1948, la direction du monde libre, était loin d'apparaître comme un succès complet. Certes l'image de l'autre camp était de plus en plus dégradée; mais celle de l'Amérique l'était aussi, tant du point de vue de l'efficacité que du point de vue de la morale. Non seulement l'Amérique n'arrivait plus à se faire respecter, mais elle semblait avoir abandonné tous ses principes pour cultiver tous les égoïsmes et toutes les brutalités: ainsi le coup d'État de septembre 1973 au **Chili**, auquel on accusa la C.I.A. d'être mêlée, fit un effet désastreux aussi bien en Europe qu'en Amérique latine. Même les alliés proches étaient de plus en plus incontrôlables: ainsi l'Arabie saoudite jouait un rôle essentiel au sein de l'O.P.E.P., dont les exigences donnaient des maux de tête à l'Occident (un autre membre de l'O.P.E.P. au régime en principe pro-occidental, le Venezuela, nationalisa son industrie pétrolière en 1977). La dictature de droite argentine, qui sévit de 1976 à 1982, refusa de s'associer à l'embargo céréalière contre l'U.R.S.S. et vendit du blé à Moscou...

Pourtant tout n'allait pas si mal. L'U.R.S.S., depuis 1972, dépendait de l'Occident pour ses achats de céréales. La ligne de front essentielle, en Europe, était fermement tenue; l'affaire des euromissiles, en 1980-1982, allait montrer que sur le vieux continent le pacifisme défaitiste ne recueillait l'appui que de minorités aussi bruyantes qu'impuissantes<sup>1</sup>. En Asie, la Chine était devenue une alliée en 1972. Au Moyen-Orient, l'Amérique avait certes perdu l'Iran mais récupéré l'Égypte (en 1972). Durant la guerre du Kippour, en 1973, l'Amérique fut bien obligée de choisir son camp (Israël ne fut sauvée d'une défaite que par un pont aérien américain), et cet engagement joua un rôle dans le déclenchement de la crise pétrolière qui suivit; mais l'Amérique sut très rapidement retourner la situation: en septembre 1978 les **accords de Camp David**

---

<sup>1</sup> Voyez le cours sur l'Allemagne, chapitre 4.

permirent de mettre fin à l'état de guerre entre Israël et l'Égypte (ils valurent quand même au Président de ce pays, Anouar El-Sadate, d'être assassiné en 1981). Même la Révolution islamique pouvait apparaître comme un signe de perte d'attractivité du communisme dans le tiers-monde.

L'ère des certitudes semblait bien finie. L'Amérique était de moins en moins à l'écart du monde: la crise pétrolière, les attentats, prises d'otages et autres détournements d'avions qui se multipliaient<sup>1</sup>, l'affaiblissaient en même temps qu'ils représentaient le tribut d'une puissance toujours aussi mondiale dans un monde de plus en plus interdépendant. Le statut d'ennemi absolu du communisme n'était remis en cause par presque personne; il y avait toujours des "méchants" absolus, dont Castro — de plus en plus, ils avaient tendance à être des dictateurs du tiers-monde, où se déplaçait la ligne de front, de plus en plus mouvante, et l'épicentre de la contestation de l'Amérique. Mais l'Amérique n'était plus du tout sûre de la méthode à suivre: avait-elle mené le bon combat, avait-elle choisi les bons alliés, ne s'était-elle pas trompée dans son appréciation du monde? Un monde plus complexe que dans les années 1950 et 1960, comme l'illustre le rapprochement "contre nature" avec la Chine et l'émergence de l'islamisme.

Dans ces conditions, l'Amérique aurait pu choisir le retour à l'isolement; il y eut des tentations en ce sens (ce fut l'opinion publique américaine qui arracha le retrait du Vietnam; en matière monétaire, l'Amérique choisit d'abandonner ses responsabilités mondiales; en 1973 il y eut quelques mesures protectionnistes). Mais tout cela n'alla pas très loin, en partie parce que les institutions internationales mises en place dans les années 1940 étaient toujours là, ainsi que les traités que l'Amérique avait signés et qu'il fallait bien honorer; en partie parce que le monde occidental était devenu infiniment plus indépendant, et que la classe politique américaine demeura toujours consciente de ce que le sort de l'Amérique était lié à celui de ses alliés: il n'était plus possible de simplement tourner le bouton de la télévision, comme on avait tourné celui de la radio en 1920. Au contraire, en 1980, les Américains envoyèrent à la Maison blanche un vieux cow-boy qui leur expliquait que l'Amérique était "de retour" et qu'il fallait se préparer au duel final avec "l'Empire du Mal". Cette année-là, celle du retour des certitudes, fut aussi celle du triomphe de *Rambo* au cinéma.

---

<sup>1</sup> Pas tous d'ailleurs dirigés contre des intérêts américains; une bonne partie l'étaient contre Israël, notamment le massacre des athlètes israéliens aux J.O. de Munich en 1972. Mais bien sûr cela touchait de près les États-Unis, "patrons" d'Israël.